

Darcy, Paul
La république pangermaniste
et l'Autriche

DD
119
D32

PAUL DARCY

LA RÉPUBLIQUE PANGERMANISTE — ET — L'AUTRICHE

Préface de M. Alfred DUMAINE

Ancien Ambassadeur de France à Vienne

*« Dans l'histoire de l'Allemagne,
l'unité nationale est l'exception, la
règle est le particularisme... cela est
vrai du présent comme du passé. »*

CHANCELIER DE BULOW.

PARIS
" ÉDITIONS ET LIBRAIRIE "

40, Rue de Seine, 40

1919



LA RÉPUBLIQUE
PANGERMANISTE
ET L'AUTRICHE

Paul DARCY

LA RÉPUBLIQUE PANGERMANISTE ET L'AUTRICHE

Dans l'histoire de l'Allemagne.
l'union nationale est l'exception :
la règle est le particularisme...
cela est vrai du présent comme
du passé.

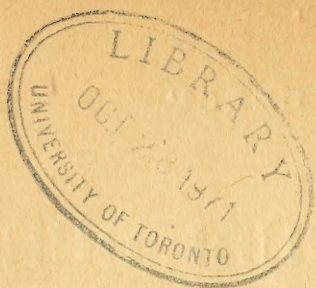
CHANCELIER DE BULOW

PARIS

“ EDITIONS ET LIBRAIRIE ”

40, Rue de Seine, 40

—
1919



DD

119

D32

PRÉFACE

Vous m'avez procuré un vif plaisir, monsieur, en me laissant lire votre ouvrage avant le grand Public. Mais au très haut intérêt que je prenais à cette obligeante confidence s'est mêlé fâcheusement un souci quand vous m'avez demandé d'écrire une préface, tel un convive attablé devant un repas délectable s'il apprend soudain qu'on attend de lui un speech au dessert. Mon seul titre à faire connaître mon opinion sur la valeur de votre étude, c'est, hélas ! l'ancienneté des préoccupations que m'a inspirées la question si intelligemment approfondie par vous.

Il y a quarante-six ans déjà que j'ai, pour la première fois, visité l'Autriche ; la destinée m'y a ramené à différentes reprises, et c'est dans ce pays que, lorsque la guerre éclata, s'est terminée ma longue carrière de diplomate. Or, en 1873, battue à Sadowa, amoindrie encore, quatre ans plus tard, par la défaite de nos Armées, alliée malgré elle à l'adversaire qui la frustrait de la couronne impériale allemande, la vieille monarchie danubienne, pour distraire ses peuples de tant de disgrâces, recourait aux éblouisse-

ments d'une exposition universelle. Le calcul d'ailleurs se trouva faux; de la « Weltauss-tellung » résulta seulement un terrible krach financier. Mais, très jeune touriste, ce n'est pas à ces contingences que je m'attardais. Dès ce temps, je fus tout de même surpris de la désinvolture avec laquelle beaucoup de ces Autrichiens, si malmenés, parlaient de la déchéance de leur patrie et faisaient ouvertement des vœux pour qu'elle fût absorbée dans la grande et puissante Allemagne.

Plus tard, en Bavière, où subsistaient pourtant très vivaces l'attachement à un reste d'autonomie et l'aversion pour les gens de Berlin, j'ai souvent entendu vanter l'avantage pour un petit Etat d'être incorporé à l'Empire allemand. Le profit n'allait certes pas, on en convenait, sans contre-parties pénibles. Mais, disaient ingénument les Bavarois, c'en était fini pour eux de cette longue période où, toujours en quête d'un appui solide, ils n'avaient sauvé leur nationalité que par des bassesses, des défections, des manquements à la foi jurée. Ils pouvaient enfin marcher le regard droit et la tête haute.

Ces souvenirs, si je les évoque, c'est pour attester combien la propagande, au profit de

l'unité allemande, date déjà de loin et quel succès elle obtenait, même sur les points où la résistance devait être le plus opiniâtre.

Détruire dans l'âme teutonne l'amour tenace des petites patries et y substituer la passion pour un énorme Empire sans limites précises, tel était le programme. Nous avons bien failli le voir réalisé.

A ce travail, les Pangermanistes se sont adonnés avec un acharnement et une diversité de moyens dont il vous a fallu autant de laborieuses recherches que de perspicacité pour démêler toutes les entreprises. Enquête d'une déconcertante ampleur : vous instruisiez le procès d'un complot qui, durant un demi-siècle, s'est attaqué à la moitié de l'Europe.

On se doutait bien des ressources infiniment variées que ces gens-là puisent dans leur astuce et dans leur fourberie. On n'en est pas moins étonné d'apprendre combien opposés et contradictoires étaient les concours qu'ils s'assuraient dans tous les partis et dans toutes les classes, afin de faire pénétrer la mentalité et la discipline prussiennes dans la totalité de ce qu'ils estiment être le domaine allemand. Ils ont multiplié les ligues aux apparences inoffensives, raccolé la

jeunesse, les maîtres d'écoles et les institutrices, les ouvriers, les protestants dont ils stimulaient l'hostilité contre les catholiques, les libres-penseurs en qui ils surexcitaient les haines anticléricales. Ils ont embrigadé les grands propriétaires, les agrariens, les junckers et ont su faire tendre aux mêmes fins l'action des socialistes, jusqu'à celle des anarchistes.

En vue d'abuser des populations souvent très réfractaires sur le sort qu'ils leur préparaient, que de souplesse à déployer ! Un apôtre inconscient du pangermanisme, le comte de Gobineau, cite avec complaisance un exemple que, sans doute, ses disciples ont déploré de ne pouvoir imiter : celui d'un souverain qui, pour faire triompher la cause unitaire et étouffer des idées très contraires à son plan, détruisit la plupart des livres en circulation et ne consentit à sauver que les annales de la dynastie princière à laquelle il se rattachait. Mais, au lieu que ce soit des Hoenzollern c'est de la dynastie des Tsin qu'il s'agit, et ces choses se passaient en Chine, 207 ans avant Jésus-Christ.

Ces simples et rudes méthodes ne sont plus d'une pratique recommandable. Il a fallu s'ingénier à en découvrir d'autres, les

adapter à la diversité des tempéraments, essayer même des plus dangereuses, avec les risques auxquels on s'expose en manipulant des explosifs. Rien n'a déconcerté, ni rebuté les sectaires du pangermanisme.

Où la besogne s'annonçait pour eux particulièrement ardue, c'est en Autriche. Un culte aussi fervent pour la Monarchie que pour le Catholicisme y était le produit d'une foi peu éclairée, mais traditionnelle et obstinée, sorte de bloc sans fissures apparentes. C'était l'obstacle le plus sérieux à l'unification rêvée, d'autant plus difficile à abattre qu'on se heurtait à l'idée religieuse. Le catholicisme romain des Latins et des Slaves, Tchèques ou Polonais, professé également par les Autrichiens allemands, réapparaissait en adversaire toujours redouté de l'extension germanique. Tout l'effort se tourna donc contre lui, au cri de *Los von Rom* (libérons-nous de Rome), et en faveur du Luthérianisme, proclamé « la seule religion chrétienne et germanique ». Le développement de cette croisade protestante n'a été arrêté que par la guerre européenne.

Avait-on discerné avant vous comment la Monarchie dualiste, tardivement éclairée sur le péril qui la menaçait, crut y parer? Quand

elle s'aperçut que les manifestations, d'abord anticléricales, visaient aussi la dynastie, et que, par haine de tous les particularismes, les Pangermanistes faisaient appel aux révolutionnaires, alors, croyez-vous, la nécessité lui parut s'imposer d'une complète transformation. Elle aurait résolu de déprussianiser l'Autriche, de la changer en un Etat fédéral où l'élément slave aurait occupé une large place.

Qu'un tel renversement de sa politique intérieure ait été seulement projeté, à l'encontre des calculs élaborés à Berlin, c'en serait assez pour avoir décidé de la perte de tous ceux de qui dépendait l'évolution projetée. Si cette hypothèse très vraisemblable est vérifiée, combien de propos, de démarches, d'incidents restés incompréhensibles perdront de leur mystère ! N'en tirerait-on pas de très plausibles explications, soit de l'attitude ambiguë de l'Archiduc héritier, à supposer que le cerveau de ce sphinx ait muri des secrets, soit de la persistance du jeune Empereur Charles à s'entourer des confidents de son oncle ? Certaines complicités soupçonnées dans l'assassinat de Sérajevo, comme dans celui du comte Sturghk, ne se précisaient-elles pas sinistrement ?

Ce n'est encore qu'un rais de lumière qui pénètre dans les ténèbres de l'avant-guerre. Tout l'obscur finira par se dissiper.

Par un contraste curieux avec la politique sournoise de leurs gouvernants, les sujets allemands de François-Joseph, surtout à Vienne et dans les villes, nous ont souvent surpris par leur futilité et leur inconsistance. N'était-ce pas pour éprouver leur débile loyalisme que les Prussiens se sont proposés d'exalter les souvenirs de Bismarck dans le pays que l'implacable chancelier a le plus brusqué, réduit et bafoué? Ils ont soutenu et gagné cet invraisemblable gageure; l'Autriche a acclamé le nom et honoré les statues de l'homme par qui lui furent infligés les pires affronts. Quels ménagements y aurait-il eu à garder envers des populations aussi inconséquentes? Elles se condamnaient, de leur propre aveu.

C'est pourquoi, dès après la douloureuse acceptation de l'armistice, les fanatiques de l'Alldeutschland ont déclaré que l'annexion de ce qui restait à accaparer des domaines des Habsbourg serait la compensation tout indiquée aux sacrifices à consentir d'un autre côté. Mais, plus logiques que les Autrichiens, les événements semblent leur donner tort.

« Nous pensons à disposer des choses qui ne sont pas en notre puissance, pour un temps où nous n'avons aucune assurance d'arriver. » En toute matière, Pascal mérite d'être médité; ils regretteront de ne pas s'en être avisés plus tôt.

Car, décidément, le prestige de la démocratie allemande est loin d'égaliser celui de l'impérialisme des Hohenzollern; ou, plus exactement, la force d'attraction et de cohésion qu'ont exploitée, avec tant de jactance et d'âpreté, les Allemands, quand ils s'estimaient invincibles, s'effondre dans leur désastre militaire.

Mais ne nous flattons pas de l'idée que la défaite ait ruiné leurs méthodes ni lassé leur opiniâtreté. Tout doit avoir été prévu dans leur « organisation », même les revers. A la place des anciennes ligues pangermanistes, d'autres surgiront sous des vocables nouveaux, démocratiques, populaires, nationales, l'étiquette seule sera changée. Pareilles aux fourmis qui ne perdent pas un instant pour restaurer leurs abris dévastés, elles reprendront le travail interrompu. Au nom de la grande Revanche, elles s'acharneront à miner l'œuvre des groupes séparatistes. Les gouvernements de l'Entente, maîtres main-

tenant du contrôle, seraient inexcusables de ne pas l'exercer sur cette Allemagne souterraine où vont se réfugier les irrésistibles tenants de l'unification.

Néanmoins, au lieu d'envahir les territoires convoités, les meneurs du Pangermanisme assistent, consternés pour le moment, à la dislocation de ceux qu'ils croyaient avoir soudés à jamais.

C'est une chance bien rare de voir, comme vous, des faits de cette importance historique servir d'épilogue à vos judicieuses observations. Vos vœux de patriote sont exaucés avant qu'on ait achevé de les imprimer.

ALFRED DUMAINE,

Ancien ambassadeur de France à Vienne.

AVANT-PROPOS

Ceux qui ont assisté, dans la dernière semaine de juillet 1914, à l'explosion de joie et de délire du peuple berlinois se mobilisant spontanément avant l'heure pour la guerre fraîche et joyeuse, en garderont, leur vie durant, une impression que rien ne saurait effacer.

Le samedi 25 juillet, dans la journée, une foule innombrable se pressait « Unter den Linden » et dans les rues adjacentes. Elle parcourait avec avidité les éditions spéciales qui se succédaient pour annoncer que la Serbie avait « repoussé » l'ultimatum « autrichien » et que la guerre européenne « imposée par le Tsar » pouvait être considérée comme inévitable.

Cette multitude est, instantanément, prise de folie.

Des cortèges et des monômes se forment et entonnent les hymnes nationaux. La foule en liesse suit et montre combien elle est d'accord avec les auteurs de la comédie serbe en ponctuant les chants populaires de sauvages « Nach Paris ».

Dans la soirée, à dix heures, la grande place du Reichstag est comble. Cinquante mille personnes entourent le monument de Bismarck, et là, chapeau bas, religieusement, entonnent le « *Wacht am Rhein* ».

Les cafés et les brasseries ne désemplissent jamais à Berlin, du samedi au dimanche, mais, cette nuit-là, on s'y entasse plus que jamais. Les orchestres habituels jouent, à la demande générale, soit des marches guerrières, soit le *Wacht am Rhein*, le *Heil dir im Siegerkranz* et le *Deutschland über Alles*. Il faut écouter ces hymnes debout, chapeau bas également. A Piccadilly, de paisibles consommateurs appartenant à une nation neutre, sont expulsés sous nos yeux, à grand renfort de « chaussettes à clous », pour avoir négligé de se conformer au rite. Des orateurs improvisés montent sur les tables, rappellent les souvenirs de 1870 et évoquent un nouveau Sedan.

Chaque jour des scènes analogues se renouvellent.

Le dimanche, à midi, la musique de la garde vient donner son aubade habituelle sur la grande place, vis-à-vis du Palais Impérial. Ce jour-là tout est noir de monde. Les statues qui ornent le jardin sont couver-

tes de véritables grappes humaines. La musique joue et rejoue les hymnes populaires que la foule ne se lasse pas d'accompagner.

Le mardi 28, cependant, le *Vorwärts* annonce une contre-manifestation monstre. Les adhérents du parti socialiste sont convoqués à vingt grandes réunions de protestation contre la guerre, qui doivent se tenir le même soir, à 8 h. 30, sur tous les points de la capitale. A l'issue de celles-ci, les manifestants favorables à la paix se grouperont et viendront se mesurer Unter den Linden avec leurs adversaires. Nous nous rendons avec quelques journalistes anglais et américains dans la grande salle de la Maison des Syndicats, où doit avoir lieu la plus importante des réunions annoncées avec le concours de Liegen. Quelle n'est pas notre stupéfaction en arrivant à 9 h. 15, de constater que tout est presque fini! On a écourté les discours faute d'auditeurs. Nous accompagnons le petit groupe résolu qui se dirige quand même vers le grand boulevard berlinois, suivant le programme annoncé, mais il reçoit un tel accueil qu'il se dissout rapidement. On pourrait presque se demander si cette timide contre-manifestation annoncée à grand tapage et amplifiée à plaisir, n'a pas été destinée à

faire plus de bruit dans la presse de Paris que dans celle de Berlin...

Nous avons été pendant cinq jours les témoins de ces scènes quotidiennes. Nous nous décidions cependant, le jeudi 30 juillet, à rejoindre la France, en raison de la guerre imminente, malgré notre désir de poursuivre le plus longtemps possible cette étude de psychologie prussienne. Notre inquiétude était grande pendant le voyage. Nous nous attendions à trouver Paris anxieux et agité. Aussi le premier contact avec la population parisienne, encore inconsciente de la gravité de l'heure, nous plongea littéralement dans la stupeur. Ce calme était déconcertant pour ceux qui avaient encore la vision du délire de Berlin. C'est seulement après l'affichage de la mobilisation, exactement une semaine après la première manifestation prussienne, que le peuple de Paris montrait pour la première fois sa ferme résolution en venant saluer spontanément la statue de Strasbourg. Cette foule grave et recueillie était plus belle que la meute hurlante de Prusse.

Ces souvenirs personnels, dira-t-on, ont des rapports bien lointains avec le titre de cet ouvrage. Ils font apprécier, pourtant, l'importance des manifestations puissantes et

spontanées du peuple berlinois, antérieures de huit jours aux répliques bien modestes de Paris et de Petrograd. Ces événements, il faut les rappeler sans cesse quand on voit l'insolence de ces politiciens sans vergogne et de ces aventuriers sans scrupules, métèques de toutes nationalités et de toutes races, qui ne cessent de berner le prolétariat afin de faire perdre à la douce terre de France si cruellement martyrisée les fruits légitimes de la Victoire. Ils ne sont que les agents de cette vaste conspiration occulte qui se trame dans le monde entier, en faveur de la Prusse, tantôt sous le masque du Pangermanisme, tantôt sous celui de l'Internationale, et qui favorise la mainmise sur l'Europe des gouvernants officiellement établis à Berlin.

Il y a toujours, en effet, une corrélation constante entre l'action disciplinée des organisations pangermanistes, soit pour développer la puissance de l'Empire, soit pour favoriser la pénétration économique allemande à l'étranger et l'action purement corruptrice et dissolvante que l'Internationale exerce généralement hors d'Allemagne dans un sens presque toujours favorable aux intérêts prussiens.

C'est pour étudier à sa source cette action

complexe que nous nous sommes établis dans la capitale prussienne à la fin de 1913. Nous nous sommes particulièrement attachés à étudier non pas les effets visibles de la propagande allemande que les aveugles volontaires seuls osaient nier, mais avant tout le mécanisme et le fonctionnement de la remarquable machine pangermaniste.

La guerre de 1914, la reconstitution actuelle de l'ancien Tugendbund, l'action germanisante et pacifiste de cette formidable association Germano-Américaine (1) qui a retardé l'entrée en guerre des Etats-Unis, et qui réussit maintenant à atténuer dans une mesure notable les clauses essentielles du traité de Versailles, enfin l'incorporation possible de l'Autriche dans le Mittel-Europa ne sont que des échantillons variés qui portent tous la même marque de fabrique. Les trois Internationales, la première de Karl Marx, la deuxième de Jean Longuet et la

(1) Voir notre article (L'Avant Guerre pangermaniste ux Etats-Unis) dans le « Correspondant » du 25 Avril 1918 qui précise surtout les origines et le fonctionnement peu connus de l'entreprise pangermaniste de 1900 à 1914, ainsi que le rôle formidable de M. Hexamer, vice-roi prussien des Etats-Unis.

troisième de Lénine, exercent à tour de rôle, depuis cinquante ans, une action qui, à aucun moment, malgré certaines apparences, n'a été défavorable à la Prusse.

La vie militaire ne nous a pas permis, pendant ces quatre années de guerre, de rédiger l'ouvrage préparé à Berlin. Des notes et documents que nous avons recueillis, il ne convient de retenir pour le moment que celles qui se rapportent à l'Autriche. Partout ailleurs, les événements marchent avec une rapidité inouïe et semblent déjà appartenir au passé. La question d'Autriche, seule, reste et demeure entière. Elle va même passer par une phase critique pour notre patrie. En tous temps les gouvernements de la France ont pris en sérieuse considération la nécessité impérieuse d'empêcher la formation du bloc de l'Europe centrale, et cela même à une époque où les anciens empereurs d'Allemagne, soumis aux hasards d'élections confiées à des vassaux capricieux et peu sûrs, ne disposaient que d'une autorité incertaine. Quelle serait maintenant leur angoisse s'ils se trouvaient en face d'une Austro-Allemagne prussianisée, ayant nivelé démocratiquement toutes les barrières particularistes et devenue deux fois plus peu-

plée et deux fois moins ruinée que la France victorieuse ? Que diraient-ils s'ils savaient que les Austro-Allemands, déconcertés et inquiétés par la demi-anarchie actuelle, n'aspirent qu'à un régime d'ordre, quel qu'il soit ? Ils répondraient qu'il n'y a qu'une branche de salut : empêcher que le Mittel Europa ne tombe sous la férule d'une dictature césarienne et prussienne, suite normale du régime actuel, et revenir, dans la mesure du possible, aux Allemagnes de jadis. N'oublions pas que l'histoire est un perpétuel recommencement. Que ceux qui déclarent dogmatiquement le retour au passé impossible veuillent bien lire ces pages, où nous avons disséqué l'action pangermaniste, plus superficielle qu'on ne le croit et qui n'aurait peut-être pas aussi bien réussi si ceux qui lui témoignaient de la résistance avaient été soutenus et avaient mieux connu l'adversaire.

Dans un livre remarquable (1), M. Chéradame, véritable précurseur, a déjà, il y a quinze ans, attiré l'attention du public sur les menées tortueuses du Pangermanisme prussien dans la double monarchie et sur

(1) Cheradame. *L'Europe et la Question d'Autriche*, Plon 1904.

son action traîtreusement anti-dynastique, malgré l'alliance conclue entre les deux souverains. On n'a pas accordé une attention suffisante à ses révélations si intéressantes, qui seront complétées ici-même. Toutefois nous nous préoccupons avant tout, non pas de faire connaître les effets visibles de la puissante association berlinoise, mais d'en déterminer le mécanisme et le fonctionnement secret afin de montrer les points faibles de l'entreprise pangermaniste.

C'est dire que nous avons dû préciser avec preuves à l'appui et avant toutes choses, les partis politiques qui, en Allemagne et hors d'Allemagne, s'allient avec les pangermanistes : les junckers luthériens de Prusse d'une part, les libéraux anticléricaux et les socialistes du Mittel-Europa tout entier de l'autre.

On peut déduire de là les partis politiques que la France pourrait appuyer et utiliser. C'est une vérité que M. de la Pallice lui-même n'aurait pas hésité à formuler mais qui est malheureusement au-dessus de l'entendement de certains hommes politiques. Ils remplacent volontiers la documentation par la phraséologie et les lieux communs, ce qui revient à dire, hélas, que la France a en ce moment des trésors d'indulgence pour les

partis qui lui sont le plus hostiles et rabroue vertement ceux qui lui sont le moins défavorables.

La situation est pourtant limpide.

Le Mittel-Europa pangermaniste s'est préparé peu à peu avant la guerre pour le plus grand profit du gouvernement prussien. Il n'a trouvé d'obstacles que dans les particularismes assoupis de l'Allemagne du Sud et tout particulièrement dans celui de l'Autriche, particularisme dont le loyalisme dynastique était le meilleur garant. En tout temps, les pangermanistes ont travaillé contre ces dynasties en général et les Habsbourg en particulier. La révolution d'octobre 1918 a donc travaillé pour eux. Certes, par instants, la vague rouge a été un peu trop forte. Mais la Grande Allemagne, tout juste amputée de l'Alsace-Lorraine, sera créée définitivement si le Mittel Europa républicain unifié se transforme, pour mieux combattre l'anarchie, en une république militaire et césarienne.

Pour sauver la France il n'y a donc qu'un remède : faciliter la renaissance de toutes les tendances séparatistes que la Révolution d'octobre a tenté de tuer en Autriche et qui ne demandent qu'à renaître. Pour cela, il

faut s'appuyer sur les partis fidèles aux traditions historiques, c'est-à-dire sur les conservateurs. Il y a une tradition qui doit disparaître, celle des junckers de Prusse. Il y a une dynastie qui doit être abattue pour toujours, celle des Hohenzollern, à laquelle il conviendra d'ajouter les princes qui se sont laissé domestiquer. Mais si le particularisme d'un Etat ne peut se maintenir qu'à la condition d'être soutenu par une armature ou personnifié par une dynastie, il faut espérer qu'on trouvera encore un homme d'Etat assez indépendant pour admettre l'adage : « Périssent les principes plutôt que la France » et pour penser qu'une diplomatie souple et réaliste doit être préférée à la diplomatie dogmatique qui sévit actuellement.

Certes, il ne faut pas se faire d'illusions trop exagérées. Mais les tendances séparatistes existent. Leur intensité sera en fonction de l'abaissement et de l'amoindrissement de Berlin d'une part, et de la puissance de la France de l'autre. Ce seront les partis conservateurs et catholiques qui seront les plus aptes à comprendre et à apprécier les avantages du fédéralisme. Certes, le Centre catholique est devenu bien servile depuis la mort de Ketteler, et surtout de Windthorst,

qui, bien après 1870, osait seul tenir tête à Bismarck et lui rappelait en plein Reichstag qu'ils avaient combattu tous deux dans des camps ennemis en 1866. Mais on ne peut assurer vraiment que les grands chefs d'autrefois soient destinés à être toujours remplacés par des aventuriers dans le genre de cet Erzberger, ancien employé des postes, ambitieux, arriviste et sans scrupules, qui a fait ses premières armes dans l'Anticléricalisme avant de prendre la tête du parti Catholique.

Au moment où nous terminons ces lignes, la République Rhénane se forme sur la Rive gauche du Rhin. Nul ne peut dire encore si elle est solidement établie. Mais une dépêche Havas d'Aix-la-Chapelle, en date du 31 mai, fait connaître les noms des partis politiques qui ont protesté contre le nouveau Gouvernement. Cette information laconique confirme une fois de plus les faits qui sont résumés dans le présent volume. Elle sera la conclusion des pages qui précèdent :

«...Un grand nombre de personnalités du
« *Parti du Centre* habitant la rive gauche
« du Rhin, ont donné leur adhésion à la ré-
« forme projetée à condition que le nouvel
« Etat continue à faire partie de la Confé-

« dération Allemande, *la Rive Gauche se*
« *séparant non de l'Allemagne mais de la*
« *Prusse.*

« *Le Parti Pangermaniste reste partisan*
« *de la Prusse; le Parti Socialiste reste par-*
« *tisan de la République Allemande.*

« Le bruit ayant couru que la création de
« la République de la Rive Gauche du Rhin
« serait proclamée à Mayence, *quelques syn-*
« *dicats de Cologne ont organisé une grève*
« *de protestation... »*

Pour compléter l'information Havas, il convient d'ajouter qu'aux protestataires pangermanistes et socialistes se sont joints les bolchevistes de Paris.

Paris, le 1^{er} juin 1918.

Paul DARCY.

La République Pangermaniste ET L'AUTRICHE

CHAPITRE PREMIER

Les origines démocratiques du Pangermanisme

1. *Le Tugendbund*. — 2. *La Révolution de 1848*. — 3. *La Guerre de 1866*.

Pangermanisme et Démocratie ! L'accouplement de ces deux mots semblera pour beaucoup une injure, presque un blasphème contre les grands principes du Libéralisme. On doit admettre, c'est devenu, en France surtout, un article de foi que le pangermanisme est une création des junkers ou des hobereaux, et d'une manière générale de ce que la presse appelle « la caste militaire ». On doit considérer Guillaume II comme l'initiateur et l'organisateur de ce mouvement. L'empereur d'Autriche, les roitelets allemands doivent être mis sur le même pied que lui. Ces princes forment à eux tous, en

quelque sorte, les membres du Conseil supérieur du Pangermanisme. Aussi leurs abdications ont-elles été annoncées indistinctement avec joie dans la presse française. Dans les milieux qui se flattent d'être « avancés », d'incorrigibles rêveurs voient de nouveau se dessiner dans les nuées la belle Allemagne poétisée par Mme de Stael, par Michelet et par Jaurès, sorte d'Eden dont on a beaucoup parlé mais qu'on n'a jamais vu. Ces conceptions primaires sont en contradiction absolue avec les faits. Le Pangermanisme, dans ses origines comme dans ses développements actuels, est un mouvement centralisateur, unitaire et démocratique. Guillaume II ne l'a pas organisé. Il l'a favorisé, bien entendu, parce qu'il en était le bénéficiaire, Berlin était le seul centre possible du germanisme intégral capable d'annihiler tous les particularismes.

Il y a trois stades dans l'évolution du Pangermanisme : le *Tugendbund*, la Révolution de 1848, et finalement l'organisation actuelle qui date de la chute de Bismarck.

Le *Tugendbund* est une ligue secrète qui groupe les peuples d'Allemagne, émancipés par les principes révolutionnaires et les unit contre Napoléon. Fichte, le philosophe du

jacobinisme allemand, est impitoyable pour les dynasties qui se sont humiliées devant le vainqueur et il invite les peuples à secouer leur joug pour se donner à celui qui saura les unir. A la même époque, poussant à l'extrême la thèse de Fichte, Arndt demande que la future Allemagne englobe Montbéliard et Dunkerque. Le Congrès de Vienne réprime heureusement ces appétits effrénés.

De 1815 à 1848, il y a une chaîne ininterrompue. Arndt se fait une popularité grandissante en réclamant un Reichstag « à la parole libre », ainsi qu'une constitution démocratique. Il faudra pour calmer ses ardeurs qu'un gouvernement « réactionnaire » le mette sous la surveillance de la haute police et lui interdise les chaires des Universités. Le révolutionnaire Gorre, vingt fois proscrit, soutient les mêmes théories. C'est dans cette période, exactement en 1840, au moment où déferle une nouvelle vague de haine contre la France, que sont composés les deux célèbres chants de l'Allemagne contemporaine. L'un, composé par Schneckenburger, est devenu rapidement le chant préféré des libéraux unitaires et a été, en 1870, l'hymne de l'armée. C'est le *Wacht am Rhein*. L'autre, composé par Fellersleben,

était prématuré et n'a pas eu la même fortune rapide. Il a été exhumé et mis à la mode il y a vingt ans par les Pangermanistes et est devenu, en 1914, le nouvel hymne de l'armée allemande. C'est le *Deutschland uber alles*. Tous les intellectuels libéraux d'outre-Rhin ont partagé ces passions. L'un d'eux, Henri Heine, le « Prussien libéré », qui était bien vu à Paris parce qu'il fréquentait les milieux républicains et se moquait cruellement des petites cours allemandes ou de la lourdeur de ses compatriotes, était un Pangermaniste révolutionnaire en herbe. Si l'Allemagne d'alors l'exaspérait, c'est parce qu'elle était à son gré trop réactionnaire. Il a bien montré parfois la nature de son patriotisme.

« Quand nous aurons poursuivi, a-t-il
« écrit, la pensée de la Révolution dans
« toutes ses conséquences; quand nous au-
« rons devancé les Français par l'action,
« comme nous les devançons déjà par la
« pensée; quand nous aurons détruit le ser-
« vilisme jusque dans son dernier refuge, le
« Ciel; quand nous aurons chassé la misère
« de la surface de la terre; quand nous au-
« rons rendu sa dignité au peuple déshérité;
« alors ce n'est pas seulement l'Alsace et

« la Lorraine, mais la France tout entière,
« mais l'Europe et le monde sauvé tout en-
« tier qui seront Allemands! Oui, le monde
« entier sera Allemand! J'ai souvent pensé
« à cette mission, à cette domination uni-
« verselle de l'Allemagne, lorsque je me pro-
« menais avec mes rêves sous les sapins
« éternellement verts de ma Patrie (1). »

Les Pangermanistes actuels n'ont jamais dit mieux.

Ce sont les sentiments qu'essaye de traduire en actes la Révolution de 1848. « Le Congrès de Francfort, comme l'écrit avec beaucoup de raison l'historien russe de Gorloff; marque l'entrée d'une partie des Allemands dans les voies du Pangermanisme (2). » Les parlementaires veulent germaniser la Bohême. Ils veulent mettre le feu à l'Europe pour conquérir le Schleswig, l'Alsace et la Lorraine, et il faudra que toutes les puissances interviennent pour calmer ces appétits. C'est à cette époque que se révèlent

(1) Conte d'hiver de Heine. Le passage cité ne figure que dans le texte allemand. Il a été supprimé dans la traduction française.

(2) Valentin de Gorloff: *Origines et bases de l'Alliance franco-russe*, p. 181. Bernard Grasset, 1913.

les premières ambitions coloniales. Le promoteur en est un ardent libéral de Hambourg, Roscher, qui propose la colonisation de l'Asie-Mineure et... du Maroc (1). Il fonde une ligue qui sera l'embryon de la Ligue Coloniale actuelle, création de l'illustre explorateur Carl Peters. Quant à Arndt, le plus célèbre et le plus populaire des parlementaires de gauche, il est choisi pour être l'un des chefs de la délégation qui offrira la couronne impériale élective au roi Frédéric-Guillaume IV dans l'intention de faire tomber tous les Particularismes et surtout d'abaisser l'Autriche.

En 1850, une réaction générale emporte l'Europe et l'Allemagne s'assoupit. Mais l'esprit démocratique se réveille à la suite des événements d'Italie. En 1859, les débris du parti libéral allemand se rassemblent et se réorganisent d'abord à Tubingue, puis à Francfort et choisissent comme président l'illustre Bennigsen, alors chef de la minorité radicale du royaume de Hanovre. Ce sont ces libéraux qui annihilent toute opposition à la Prusse dans l'Allemagne du Sud

(1) *Die Deutsche Kolonial Gesellschaft*, ouvrage édité, en 1911, par la Société pour fêter son vingt-cinquième anniversaire.

et en Autriche et qui sont en partie cause du succès incompréhensible de Sadowa. Et c'est encore Bennigsen qui symbolisera la signification de cette victoire redoutable en passant avec armes et bagages dans le camp prussien, en devenant le chef du nouveau parti national libéral, le séide attentif de Bismarck et l'un des fondateurs, comme on le verra plus loin, de l'Union Pangermaniste.

C'est ce qu'avait admirablement pressenti le leader tchèque, Rieger, avant même Sadowa, dans le remarquable mémoire qu'il présenta à Napoléon III pour attirer l'attention du souverain sur le péril prussien. « Ce
« parti allemand, dit progressiste, écrivait-il,
« est actuellement en Autriche le parti domi-
« nant. Tant qu'il en sera ainsi, il ne per-
« mettra pas que l'on gêne la Prusse dans
« l'exécution de sa prétendue mission alle-
« mande, qui signifie la dissolution de l'Au-
« triche. » Sa perspicacité lui valut cette ap-
préciation élogieuse du général prussien Papke lorsque ce mémoire secret fut, par suite de la légèreté du duc de Gramont, ambassadeur à Vienne, publié dans la presse :
« Si j'étais l'empereur d'Autriche, préci-
« sait-il, je donnerai à M. Rieger, pour son
« mémoire, la grand-croix de Saint-Léopold.

« Mais si j'étais le roi de Prusse, je l'enfer-
« merais à Spandau. »

Après Sadowa, les libéraux d'Allemagne et d'Autriche continuent leurs intrigues et s'allient aux Junckers de Berlin. En Allemagne, ils emportent dans le courant national les dernières hésitations des Etats méridionaux. En Autriche, ils acceptent avec allégresse les coups reçus. Pendant la guerre franco-allemande, à Vienne, libéraux et conservateurs se rangent dans des camps opposés. Les premiers, encore peu nombreux, applaudissent aux succès de la Prusse. Les seconds, par haine de Bismarck, souhaitent la victoire de la France. C'est ainsi qu'au cours d'une fête donnée à la salle Sophie, devant un public choisi, un orchestre s'étant permis de jouer l'air connu *Ich bin ein Preusser*, des sifflets éclatent de toutes parts. Il est infiniment regrettable que les gouvernements français qui se sont succédé depuis lors aient été trop souvent prisonniers de leurs principes ou de leurs illusions et aient souvent fait preuve d'un déplorable manque de souplesse. Ils se sont appuyés, en Europe, sur les partis démocratiques, même quand ils nous étaient hostiles et ont battu froid aux partis conservateurs même quand ils nous

étaient favorables (1).

Si les conditions dans lesquelles s'est faite l'unité allemande ont été rappelées ici avec des détails qui paraîtront peut-être superflus, c'est parce qu'elles éclairent d'un jour singulièrement précis les modalités en apparence confuses de l'action pangermaniste. Celle-ci, comme on le verra par la suite, étant essentiellement panprussienne, luthérienne, ou plus exactement anticléricale, sera soutenue, dans les vieilles provinces de Prusse, par les éléments conservateurs et protestants. Mais en dehors de la Prusse vraie, partout où subsiste l'ombre d'un particularisme, partout où le catholicisme a des racines, cette action sera soutenue en général par des éléments antiparticularistes, donc antidynastiques (2) et par suite libéraux, radicaux et même socialistes, mais toujours anticléricaux. Ces tendances s'accroissent au fur et à mesure qu'on passe des Etats du Nord dans ceux du Sud. Ce sera, bien en-

(1) Cette politique dogmatique a eu pour effet, en Russie, de nous valoir la méfiance des partis conservateurs et modérés sans nous attirer toujours les sympathies des partis avancés.

(2) Un important chef de service de l'agence Wolf nous disait, à Berlin, en juin 1914, que le Bureau de la Presse de la Wilhemstrasse entrete-

tendu, en Autriche, où le particularisme est encore vif, que le Pangermanisme prendra une allure non seulement radicale, mais très nettement révolutionnaire. Cette tendance est marquée non seulement par les faits, mais encore par la composition des Comités pangermanistes locaux. Si les junckers, les hauts fonctionnaires, les militaires sont nombreux dans les comités de l'ancienne Prusse, ce sont au contraire les membres de l'enseignement supérieur, secondaire et primaire, les avocats, les médecins et, d'une manière générale, les classes libérales et les classes moyennes qui dominent dans les comités des Allemands du Sud. Certains comités d'Autriche sont même uniquement ouvriers.

On peut dire que le parlement de Francfort a préparé l'Allemagne unifiée par Sadowa et Sedan comme l'Union pangermaniste a tenté de préparer le Mittel Europa en déclanchant la grande tourmente euro-

nait, dans l'entourage de chaque Cour allemande, un correspondant masqué, avec la mission de faire paraître dans la presse avancée, voire socialiste, des notes ou articles plus ou moins hostiles au gouvernement local, toutes les fois que, soit au Bundesrath, soit ailleurs, les directions impériales n'étaient suivies aveuglement.

péenne. Certes, les espoirs du début ont été bien déçus. La guerre n'a été ni fraîche, ni joyeuse. Mais l'Allemagne de novembre 1918, battue, humiliée et devenue presque inoffensive, pourra redevenir puissante et redoutable si les Alliés ne savent, ni écraser la Prusse, ni réveiller les particularismes renaissants, ni empêcher l'incorporation à l'Allemagne « invaincue » des provinces allemandes d'Autriche. C'est qu'en effet, la paix austro-allemande sous l'égide de Berlin, n'est que la nouvelle incarnation du Mittel Europa. Il ne faut pas, en effet, se lasser de le répéter : du Pangermanisme à la Révolution, il n'y a qu'une chaîne, parce que Pangermanistes et Révolutionnaires doivent inscrire, en tête de leurs programmes respectifs, la suppression de tous les particularismes. On montrera ici comment ces éléments en apparence contradictoires se sont alliés pour exercer une action dissociatrice et dissolvante en Autriche pendant toute la durée du règne de Guillaume II. On verra par là comment l'exaltation patriotique qui menace de renaître en ce moment en Allemagne comme au temps du Tugendbund pourra faire dévier le bolchevisme germanique dans un sens national.

CHAPITRE II

La constitution de l'Union pangermaniste

1. *Premiers pourparlers.* — *Le Zollverein de Schoenerer* (1878). — *Les Schulverein de Vienne et de Berlin.* — *La Ligue Coloniale.* — *La Ligue Gustave Adolphe.*
2. *Création de l'Union Pangermaniste.* — *La réunion de la Philharmonie de Berlin.* — *L'Union Générale Allemande* (1886). — *Ses transformations en 1893.*

I. — PREMIERS POURPARLERS.

Ce n'est pas du jour au lendemain que les projets du Mittel Europa ont pris consistance. Il a fallu une longue période d'incubation dont les premiers symptômes se sont fait sentir vers 1880 en Autriche et en Allemagne, mais dont les effets destructeurs ne se sont manifestés qu'à partir de 1896. Et, dans cette voie, c'est le parti radical allemand d'Autriche qui a marché en avant-garde. Le 18 décembre 1879, il déléguait un de ses membres à la tribune du Reichsrat,

le député progressiste Schoenerer, pour affirmer la nécessité d'un Zollverein unique et le « désir croissant des Allemands d'Autriche de se réunir à l'empire allemand ». Un peu plus tard, en 1883, à l'instigation de Friedjung (1), le parti se réunissait en Congrès à Linz et adoptait un programme dont l'article principal prévoyait l'incorporation de la Cisleithanie au Zollverein allemand. Le royaume de Hongrie ne sera lié au Gouvernement des Habsbourgs que par une simple union personnelle. Les Pangermanistes actuels ne demanderont pas beaucoup plus que cette dislocation déguisée. Mais les esprits ne sont pas encore mûrs à cette époque-là et la manifestation n'a pas de retentissement.

Mais en même temps que ces manifestations oratoires, se prépare une organisation plus sérieuse. En décembre 1879, à l'aube de la Triplice, l'Académie des Sciences de Vienne ouvre les portes de son amphithéâtre à une nombreuse assistance composée en majeure partie de professeurs et d'instituteurs. Il s'agit de former une sorte de Ligue

(1) C'est le même Friedjung qui devait, vingt-six ans plus tard, organiser le procès d'Agram.

de l'Enseignement pour apprendre aux jeunes générations à comprendre les beautés du prussianisme intégral. Les députés Wolf et Schoenerer, du parti radical allemand, sont les instigateurs de ce groupement, qui s'intitule : *Ligue Viennoise des Ecoles* (*Wiener Schulverein*). Celle-ci se développe rapidement et, malgré la loi autrichienne qui interdit aux Ligues de former des groupes ou filiales en dehors des limites de la Cisleithanie, elle essaima en Allemagne même. Au bout d'un an, on ne sait plus si les directives viennent de Berlin ou de Vienne. Le comte Taaffe, nouvellement arrivé aux affaires, trouve ces accointances prussiennes suspectes et il profite des bonnes dispositions du prince de Bismarck, très désireux d'endormir les soupçons de son nouvel allié, pour lui demander de faire dissoudre les groupes d'Allemagne. On accède immédiatement à ce désir. Mais bientôt, sous les auspices de *Wiener Schulverein*, se créent d'autres ligues imbuës du même esprit. Il faut citer particulièrement la *Ligue allemande de la Forêt de Bohême* (*Deutscher Bohmerwaldbund*), fondée en 1884 par le député Taschek, et l'*Union générale nationale allemande* (*Allgemeiner deutscher national Verband*), défini-

tivement fondée en 1890 par le député Wolf. On les verra plus tard à l'œuvre.

En Allemagne, un mouvement parallèle s'est également dessiné. Les filiales du Wiener Schulverein, dissoutes pour la forme, se sont immédiatement reconstituées et ont formé entre elles une *Ligue scolaire berlinoise* (Berliner Schulverein), dont le but, dit un manifeste lancé à ce moment, « est d'être l'avocat du peuple germanique dans ses nombreuses ramifications mondiales » (1). On sait ce qu'est devenue cette ligue formidable, dénommée depuis *Ligue Générale Scolaire Allemande*, puis *Ligue pour le Deutschtum à l'étranger*. Elle est parvenue, en agissant sous la haute direction de son président actuel, le maréchal von der Goltz, à jeter, suivant la propre expression d'un de ses membres les plus éminents, le professeur Steig, « un magnifique filet sur le monde » (2). Peu après, les premiers grands coloniaux allemands, l'explorateur Carl Peters en tête, le vieux Roscher de Ham-

(1) *Dreißig Jahre Deutsche Arbeit und Kämpfe im Ausland*, 1881-1911. Edition Sufferith, Mecklenbourg.

(2) *Das Echos*, 17 février 1907.

bourg, créent en 1886 la célèbre *Ligue Coloniale*.

Enfin, les protestants libéraux, cherchant à recommencer le « Kulturkampf », s'agitent également. En 1883, à l'occasion des fêtes en l'honneur de Luther, les professeurs Beyschlag, de Halle, et Nippold, d'Iéna, organisent une réunion préparatoire dans l'intention de créer une « association aux nombreuses ramifications *pour agir sur les points menacés par le catholicisme* » et « causer sérieusement avec les gouvernements... » L'affaire en reste là, mais elle est reprise en 1886 par le même comité, qui reçoit mission « de créer une ligue contre la mécréance et la superstition... ». On verra plus tard à quel point cette ligue devient formidable. Son premier président sera le comte de Wintzingerode, ex-directeur de la province de Saxe, assisté du prince de Hohenlohe-Langenburg, parent du chancelier. Bientôt, une autre association protestante célèbre, la *Ligue Gustave-Adolphe*, dont le rôle a été prépondérant au cours du Kulturkampf, se décide à faire caisse commune avec sa cadette, et son président, le pasteur Ficke, devient membre du comité de direction de la *Ligue évangélique*.

II. — CRÉATION DE L'UNION PANGERMANISTE.

Mais ces manifestations, nées sur des initiatives spontanées, ont besoin, pour fournir le meilleur rendement, d'être canalisées et dirigées. Aussi les organisateurs du mouvement sentent-ils la nécessité de créer une sorte d'Etat-Major Général directeur des ligues existantes ou créateur de ligues nouvelles. C'est dans ce but que la Philharmonie de Berlin ouvre ses portes, en septembre 1886, à une réunion de représentants de la totalité des ligues ci-dessus. Une série d'importants personnages se joint à eux, tout particulièrement Bennigsen, chef du parti national libéral, le prince de Hohenlohe-Schillingsfurt, futur chancelier, Carl Peters, futur commissaire impérial des colonies allemandes, Miquel, bourgmestre de Francfort, Cohn, président de la chambre de commerce de cette même ville et quelques autres personnalités.

C'est de cette réunion que sort l'*Union Générale Allemande*, ou « Allgemeiner Deutscher Verband ». Son programme consiste à « ne pas faire concurrence aux lignes existantes, mais à planer au-dessus d'elles

« et à former un centre d'action coordonnant les efforts dispersés des uns et des autres (1) ». Les débuts seront longs et pénibles. Les vieilles générations, qui ont connu l'Allemagne d'avant Sadowa et Sedan, ne voient pas sans appréhension les jeunes s'enflammer pour les programmes les plus démesurés. Ce n'est pas qu'ils soient dénués, eux aussi, de folles ambitions, mais ils estiment qu'un temps d'arrêt est nécessaire et que les assises du nouvel Etat ne sont pas encore suffisamment solides pour en faire la base de constructions trop hardies. Le prudent Bismarck est de cet avis, et c'est en partie pour ce motif que le jeune et bouillant Guillaume II congédie assez brutalement son Mentor importun en 1890.

Mais des divergences retardent l'entrée en lice de la jeune Union. Parmi ses adhérents, les uns sont antisémites et demandent qu'on interdise aux Israélites l'entrée de la ligue, les autres sont philosémites et font valoir les grands services que les Israélites rendent à l'Allemagne dans tous les pays slaves. Toutes ces difficultés vont cependant s'aplanir grâce

(1) *Deutsch National Vereinswesen*, Dr Schulteiss, Ed. Lehmann, Munich, 1897.

(2) *Alldeutsche Blätter*, 1^{er} janvier 1894.

à l'intervention énergique d'un des premiers adhérents de l'Union, le professeur Hasse, chef de statistique de la ville de Leipzig. Ses adversaires acceptent une transaction.

En 1894, le titre change. L'*Allgemeiner Deutscher Verband* devient l'*Alldeutscher Verband*, c'est-à-dire l'Union pan-allemande ou pangermanique. L'organe de l'Union, jusque-là mensuel, devient hebdomadaire et s'intitule les *Alldeutsche Blätter* ou feuilles pangermanistes. « L'Union, écrit le professeur Hasse dans le premier numéro du « nouvel organe (2), vient de passer, comme « toutes les nouvelles créations, par une maladie de jeunesse. Mais elle deviendra florissante. Elle aura pour but de favoriser « les « *Allemands nationaux* » à l'intérieur « et à l'extérieur de l'Empire. Elle se pré- « occupera de protéger toutes les aspirations « des « *Allemands nationaux* » partout où « nos camarades de race sont dans la nécessité de combattre, enfin elle agglomérera « tous les éléments allemands sur la terre. » Et, en effet, l'Union devient rapidement florissante. Si le nombre de ses adhérents reste forcément faible, puisqu'elle n'est qu'un état-major, celui des ligues dont elle prend la direction s'élève rapidement. Ces ligues sont

au nombre de six à l'origine et restent stationnaires jusqu'en 1895. De cette année, qui joue un rôle typique dans l'organisation du Pangermanisme mondial, à 1900, elles passent brusquement de 6 à 52. En 1913, il y en aura 82 (1).

Le docteur Hasse a joué un rôle prédominant dans cette réorganisation, mais son succès n'a été aussi rapide que parce qu'il a été secondé, en sous-main, par le prince de Hohenlohe, l'adhérent des réunions de la Philharmonie, nommé depuis peu chancelier de l'Empire, par le comte de Bulow, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, et par l'empereur Guillaume II lui-même, comme on le verra plus loin. Ce seront tous ces puissants personnages qui, avec le concours de l'*Union pangermaniste* et de certains éléments révolutionnaires, comploteront à partir de cette année contre l'empereur François-Joseph, dont la dynastie représente le seul obstacle sérieux à l'organisation du *Mittel Europa* et dont on a fait un allié afin de mieux l'étouffer.

(1) Consulter le *Handbuch des Alldeutschen Verbandes*, édité, chaque année, au Siège de l'Union pangermaniste à Mayence.

CHAPITRE III

Les complots contre l'Autriche avant 1900

1. *La politique autrichienne de 1870 à 1900.*
— *Le ministère conservateur Hohenwart.*
— *Le ministère libéral Auersperg.* — *Le ministère conservateur Taaffe.* — *Les ordonnances Badeni.*
2. *Le programme pangermaniste.* — *Les ouvrages et les tracts de l'Union Pangermaniste.*
3. *Les premières organisations pangermanistes en Autriche.* — *La Ligue Evangélique.* — *Le parti populaire allemand.* — *Le parti progressiste.*
4. *L'agitation politique.* — *Les émeutes dans la rue.* — *Le drapeau révolutionnaire pangermaniste.*
5. *L'agitation anticléricale.* — *Le mouvement Los von Rom.* — *Le socialisme prussien.*

I. — LA POLITIQUE AUTRICHIENNE DE 1870 A 1900.

L'Autriche-Hongrie, en effet, depuis l'alliance que l'Allemagne lui a arrachée, en 1879 à la faveur des récents événements

d'Orient, a tenté d'évoluer et de se soustraire à l'emprise prussienne. Certes, cette évolution a été lente, hésitante, suivie de retours offensifs du germanisme, mais dans l'ensemble elle a été très nette, comme si elle subissait l'influence d'une force irrésistible. Souverain, jusqu'à Sadowa, d'un Etat germanique, François-Joseph, qui se sent Allemand, supporte avec amertume son expulsion de la Confédération des grands et petits princes d'Allemagne. Pourtant la nécessité l'oblige à composer avec ses peuples. En 1867, il transige avec la Hongrie. Il se rapproche en même temps des Polonais. En 1871, il charge le ministre Hohenwart de publier le fameux rescrit reconnaissant les droits du royaume de Bohême.

Mais, à ce moment, le gouvernement prussien, qui ne craint plus l'Autriche depuis Sedan, intervient dans la discussion. Bismarck s'oppose énergiquement à la création d'un Etat fédéral autrichien où l'élément allemand sera diminué, et il expédie sans délai le roi de Saxe avec mission d'obtenir le retrait des promesses faites. François-Joseph s'incline. Il sacrifie Hohenwart et appelle aux affaires le libéral Auersperg. Une période de germanisation à outrance com-

mence, facilités au surplus par les événements d'Orient et la crainte de la Russie. Elle est couronnée en 1879 par le premier traité d'alliance entre les deux empires.

Cependant le chef de la vieille maison des Habsbourg se rend compte que son alliance avec les Hohenzollern sera dégradante et qu'il tombera au niveau d'un simple roi de Bavière s'il favorise uniquement les éléments allemands de son empire. Lui qui, avant 1866, était germanisateur à outrance, tente de nouveau de s'appuyer sur les peuples non allemands de la monarchie afin de se « nationaliser » Autrichien. A partir de 1880, la politique un peu timide, mais tenace, du comte Taaffe essaye de reprendre peu à peu les concessions qu'il a fallu faire en 1871 au Chancelier de Fer. La bureaucratie allemande, partout maîtresse, atténue ses brimades. Les Tchèques, qui se plaignent avec raison de ne pouvoir pas étudier leurs traditions nationales, sont autorisés, en 1882, à ouvrir une Université à Prague. Mais c'est seulement après la chute de Bismarck, dont le nom seul suffit encore à provoquer un malaise, que la tendance décentralisatrice s'accroît. En 1893, les Tchèques obtiennent une nouvelle satisfaction, mince en appa-

rence, mais qui satisfait leur amour-propre, celle d'inscrire en tchèque les noms des rues. En même temps, sur la demande de l'empereur qui a appris à se méfier des libéraux allemands, Taaffe met à l'étude des mesures législatives destinées à augmenter la représentation des Slaves autrichiens au Reichsrath. Le courageux ministre veut faire élire une section de la Chambre autrichienne au suffrage universel.

Rien n'est plus remarquable que la ténacité déployée par le chef de la dynastie pour affranchir et utiliser les masses dans l'intérêt de sa couronne. Mais les ligues allemandes comme le « Schulverein » font une campagne très vive contre le projet. Karl Proll, un de ses membres les plus distingués, se montre très hostile au projet, « car, dit-il, « ce serait faire une Autriche slave ». Et il ajoute : « Dans une partie de la Carniole et « de la Styrie, les Allemands sont le peuple « maître. Ils ne seront plus rien après. Le « slavisme romain, formé de gens de rien, « brimera le Deutschtum qui détient dans « ce peuple le commerce et l'intelligence. » Taaffe ne parvient pas à réduire les oppositions et les résistances qui montent et il se retire découragé, laissant la place au comte

Badeni. Cependant le nouveau ministre, d'origine polonaise, continue la politique d'affranchissement de son prédécesseur. Il élabore bientôt une grande ordonnance sur l'emploi des langues qui pose en principe l'égalité administrative de la langue tchèque et de la langue allemande en Bohême et en Moravie. Le Reichsrath, dont les éléments libéraux, très combattus par le gouvernement, ont été réduits par de récentes élections, vote les ordonnances en avril 1897. Ainsi se confirme la lente évolution de la monarchie qui lentement se dégermanise, malgré ses traditions allemandes, et essaye de se nationaliser autrichienne. De plus en plus elle tend à s'affranchir de la tutelle du vainqueur de Sadowa.

Mais à Berlin ces tendances sont attentivement surveillées. On va susciter des troubles dans la monarchie. Pour mettre le Habsbourg dans l'alternative de se soumettre ou de se démettre, on va lâcher la meute pan-germaniste. Deux périodes peuvent être distinguées au cours de la campagne antiautrichienne. La première, qui va de 1896 à 1900, est violente, brutale et se termine par la capitulation de François-Joseph. La deuxième, plus masquée, va de 1900 à nos jours. Quoi-

que plus silencieuse, elle n'en est pas moins dangereuse que la première.

II. — LE PROGRAMME PANGERMANISTE.

La lutte pour la dislocation de l'Autriche est très manifestement le premier des buts des conspirateurs. Déjà en 1891, l'organe mensuel de la vieille *Union Générale Allemande* en développe le programme : « Par
« l'emploi de procédés peu estimables, tous
« les éléments non allemands, depuis le pré-
« sident du conseil des ministres (Taaffe),
« jusqu'au dernier chapelain slovène ou
« même jusqu'au serviteur tchèque d'un
« seigneur de Bohême, centralisent leurs ef-
« forts dans un but commun. Les Tribunaux,
« l'Administration, les Ultramontains et le
« Terrorisme slave se partagent la besogne...
« La protection des intérêts slaves est une
« bouffonnerie qui pourrait être intitulée :
« la Comédie Taaffe. »... *Nos frères de*
« *race n'ont pas le moindre loyalisme à gar-*
« *der envers qui les traite de la sorte ; pas le*
« *moindre devoir ; ni vis-à-vis d'un gouver-*
« *nement submergé sous toutes sortes de dif-*

« *ficultés, ni vis-à-vis de l'Etat, ni vis-à-vis*
« *d'une dynastie inconsciente de ses de-*
« *voirs...* C'est pour cela que nous avons,
« nous Allemands l'Empire, le droit d'in-
« tervenir... de faire connaître clairement
« que l'alliance austro-allemande est une
« alliance d'intérêts et non de sentiments.
« L'Autriche n'en tirera avantages qu'au-
« tant qu'elle mettra un terme à sa déger-
« manisation intérieure (1) ».

A partir de cette année paraissent, soit à Berlin, soit à Munich, sous l'égide de l'Union, une série de brochures, les unes anonymes, les autres signées de professeurs connus, toutes d'ailleurs fort bien faites, qui préconisent le démembrement. C'est en 1892 que paraît la première d'entre elles, sans nom d'auteur, sous le titre *Un Empire Allemand universel* : « Mettons-nous à l'œuvre dès
« maintenant, proclame l'auteur inconnu.
« Eveillons dans tous les pays germains du
« continent le sentiment de la communauté
« d'origine et le désir de l'unité. » Cette po-
litique tend à reconstituer la Confédération

(1) *Mitteilungen des Allgemeinen Deutschen Ver-*
bandes, octobre 1891.

germanique des anciens jours par l'union de tous les hauts et bas Allemands et peut-être ne pourra-t-on pas y arriver sans un conflit général, mais « *puisse cette lutte ne pas se produire avant que nous n'ayons préparé les esprits à la réalisation du pan-germanisme* ». Les auteurs qui se font connaître sont Lagarde, vieil écrivain dont les œuvres sont rééditées, les professeurs Hasse et Treitschke, le docteur Fritz Bley. Les autres sont anonymes. Tous soutiennent les mêmes théories.

Les Habsbourgs sont rangés dans la catégorie des suspects : « La Prusse n'a-t-elle pas à suivre sa politique traditionnelle : empêcher les Habsbourgs de faire de leur empire en état slave (1). » Cette phrase relevée dans Lagarde fait beaucoup d'effet et la suivante encore plus : « *L'empire allemand doit empêcher la création en Cis-leithanie d'un empire slave pouvant faire cause commune avec la Russie, la France et le Danemark.* » « C'est aux Hohenzollern et non aux Habsbourgs que nous de-

(1) Fritz Bley, *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*. Lehmann, Munich, 1899.

« vous nous attacher, écrit Hasse (1). Il est
« écrit dans l'histoire en lettres de sang que
« ceux-ci n'ont ni la force, ni la volonté
« d'assurer l'Union des Etats allemands ou
« de réduire leurs tendances séparatistes. »

Il faut morceller l'Empire : « *Un morcel-*
« *lement habile de l'empire des Habsbourgs,*
« écrit le grand chef pangermaniste, *facili-*
« *tera la domination allemande. La Russie*
« recevra la Galicie et la Bukovine. La plu-
« part des autres provinces non allemandes
« formeront un Etat vassal de l'Autriche. De
« ce qui restera on formera un royaume
« d'Autriche. » C'est la théorie qui a été
soutenue au début de la guerre actuelle par
le député radical berlinois, List, dans des in-
terviews retentissants.

L'éventualité d'une guerre est envisa-
gée : « Le principal obstacle vient des Habs-
« bourgs », lit-on dans une grosse brochure
qui fait sensation (2). « Ce rattachement se
« fera quand bien même une répétition des
« événements de 1866 serait nécessaire. »
Le député radical Naumann, de Berlin, en-

(1) Fritz Bley. *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*. Lehmann, Munich, 1899.

(2) *Grossdeutschland und Mittel-Europa*. Anonyme, 1895.

visage également le même événement dans le volume qu'il consacre au Mittel-Europa : « La désagrégation de l'Autriche (1) peut « contraindre à la guerre », dit-il. « Si la « Hongrie brise le lien qui la rattache à « Vienne, on peut imaginer *des cas qui rappelleraient celui de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne.* »

Mais il faut se faire à l'idée que cette guerre sera une guerre européenne : « La « France, la Russie et peut-être l'Angleterre « s'opposeront à la création de la Grande « Allemagne. *Quant à l'Autriche, elle est « trop affaiblie pour être à craindre. Si cela « était, nous ferions sauter toutes les mines « et nous travaillerions avec l'aide de toutes « les idées pangermanistes. Dans ces conditions, tout irait sûrement (2) ».* Tout, dans ce livre anonyme, sent le complot et la trahison.

Ce sont les Hohenzollern qui seuls sont capables de mener à bien la germanisation des terres ayant appartenu à la Confédération germanique. Ce sera dur, mais l'enjeu

(1) *Deutschland und Oesterreich*, Naumann. Verlag der Hilfe 1900, Berlin.

(2) *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhundert.* Anonyme, 1900.

vaut qu'on risque la partie : « Les événements de 1870 », écrit Fritz Bley, « constituent un encouragement. Le pangermanisme ne paraît-il pas plus facile à réaliser que ne le fut pour Bismarck l'union des tribus du centre. Ce que le Grand Frédéric et Bismarck ont pu faire, leurs successeurs doivent le faire à leur tour. » Voilà un appel à la guerre contre l'Autriche aussi net et précis que possible. Il n'est pas sans intérêt d'entendre formuler cette confiance par le grand organisateur du pangermanisme dans l'empire des Habsbourgs, par l'*alter ego* de Hasse, le docteur Fritz Bley, dont on parlera plus loin. Toutes ces brochures sont vendues à des prix de bon marché invraisemblables. C'est ainsi que l'important opuscule de Bley, vendu au prix de 60 pfennigs le numéro, ne coûte en Autriche, par cent exemplaires, que 10 pfennigs ou même 5 pfennigs si l'envoi est supérieur au mille.

De la théorie, il convient maintenant de passer aux actes.

III. — LES PREMIÈRES ORGANISATIONS CONTRE L'AUTRICHE.

C'est dans l'été 1894 qu'un des plus anciens

membres de l'Union, le professeur Wislicenus, recteur de l'Université de Leipzig, va, pour la première fois, tâter le terrain en Autriche et tenter le groupement de toutes les associations « nationales » et libérales prussophiles. C'est dans ce but qu'il se rend à Vienne où il se met en rapports avec les comités des Schulverein. A la fin de son séjour il se livre à une manifestation retentissante. Il a pris part officiellement aux travaux d'un Congrès de naturalistes de langue allemande, ce qui lui a fourni de nombreux alibis. Il en préside le banquet de clôture le 29 septembre et prononce le toast suivant, qui confirme et accentue le programme radical de Linz : « L'Empire allemand n'est « pas l'Allemagne même », déclare-t-il. « Vraiment et positivement, l'Allemagne est « aussi grande que les pays où résonne la « langue allemande. Si l'Allemagne était « l'Empire allemand, elle serait trop petite. »

Peu après, la *Ligue évangélique* délègue un de ses membres les plus distingués, le pasteur Braunlich, pour s'informer exactement « des vues et intentions des Allemands d'Autriche ». A son retour, il publie un rapport si concluant que la ligue nomme

un comité d'action spécial pour préparer la campagne (1).

Enfin, l'année suivante, en 1896, la toute jeune *Union Pangermaniste* expédie en Autriche deux membres de son comité de direction, le comte von Pfister Schwargusen, l'organisateur du mouvement flamingant en Belgique, et le Dr. Fritz Bley, théoricien, comme on l'a dit, de la dislocation intégrale de la Monarchie (2). Les délégués visitent Prague, Reichenberg, Leitmeritz, Brunn, Linz, Graz, Villarch, Marburg et Vienne. Partout ils rencontrent et installent des « *hommes de confiance* » (*Vertrauens männer*).

Ce sont des délégués spéciaux, munis d'une délégation de pouvoir extrêmement étendue et qui sont chargés d'établir la liaison entre les membres de l'Union, les ligues qui y sont affiliées et les comités directeurs. On trouve la liste des hommes de confiance dans les annuaires (3) que publie chaque année l'Union. Mais, chose étrange! la liste d'Autriche est absente et est remplacée par

(1) *Der Evangelischer Bund per Huttenrsuch*, p. 231, 1911. Edité par la Ligue évangélique.

(2) *Idem*, p. 231.

(3) *Handbuch des Alldeutschen Verbandes*.

une note ainsi conçue : « *Pour des raisons*
« *faciles à concevoir, nous avons omis de*
« *publier les noms de nos hommes de con-*
« *fiance en Autriche. Nous leur transmet-*
« *trons volontiers les communications secrètes*
« *de ceux que nous jugeons y avoir in-*
« *térêt.* » Il est difficile d'indiquer plus clairement que les Pangermanistes poursuivent en Autriche un rôle inavouable. Les noms de ces conspirateurs ne sont qu'exceptionnellement connus. Quelques-uns cependant ont été par négligence inscrits dans les « *Alldeutsche Blätter* » de l'année 1896.

Sur les quarante-deux hommes de confiance que l'Union avait accrédité hors d'Allemagne cette année-là, la presque totalité, au dire des « *Alldeutsche Blätter* » eux-mêmes, étaient établis en Bohême, en Carniole et en Moravie (1).

Tous ces agents, soit venant d'Allemagne, soit installés dans le pays, jouent un rôle fort important. Ce sont eux qui amènent les chefs et les membres influents des ligues allemandes d'Autriche à tendance prussophile, à accepter les directions de l'Union et à orienter dans le sens voulu leurs adhérents. En

(1) *Alldeutsche Blätter*, du 7 juin 1896.

même temps, celle-ci agit sur les vieux partis libéraux parlementaires qui, combattus avec ténacité par le comte Badeni, sentent le terrain glisser sous leurs pas. Ils se mettent carrément à la suite des pangermanistes. C'est ainsi que le *Parti Populaire Allemand* (Deutscher Volkspartei), dont Schoenerer est le chef, convoque ses adhérents à Vienne le 7 juin 1896 avec des hommes de confiance de l'Union et rédige son programme. Il proclame sa volonté de travailler à la cohésion de tous les Allemands d'Autriche sans distinction de parti pour atteindre « les buts nationaux ». C'est ensuite le parti progressiste (Vorschriftspartei), dont Wolf est le chef, qui réunit à son tour ses adhérents à Prague le 29 octobre suivant et réédite le programme de Linz. Ces deux partis, parfois hostiles, finissent par s'unir et par accepter la direction du Dr. Hasse. Enfin, le « Schulverein » viennois devient de plus en plus une filiale de celui de Berlin, lui-même entièrement subordonné à l'Union.

La campagne préparée de longue date est donc toute prête à s'ouvrir. Il suffira de trouver des prétextes convenables, des leit-motiv capables de faire vibrer l'âme des peuples allemands d'Autriche et d'agiter

avec assez de violence la minorité pangermaniste, pour que le gouvernement de Berlin ait toujours matière à intervention, à discussion et à chantage. On utilisera tour à tour comme tremplin les lois Badeni, le cléricalisme, le Zollverein.

IV. — L'AGITATION POLITIQUE.

L'agitation commence au moment même où se discutent les lois Badeni. Le parti populaire allemand (Volkspartei), reconstitué depuis quelques mois, convoque ses adhérents à des assises générales à Reichenberg le 26 avril 1897. « La direction du peuple allemand de Bohême », dit le manifeste, « engage tous les citoyens ayant conscience de leur nationalité allemande, à prendre part à l'assemblée de Reichenberg, à proclamer l'indignation générale, causée dans toutes les classes de la nation par les ordonnances et à manifester notre ferme volonté d'obtenir leur abrogation même par l'emploi des moyens les plus décisifs. » Les journaux locaux du parti prennent violemment à partie Badeni. Mais bientôt éclate un coup de tonnerre. Un député au Reichsrat, Iro, s'attaque directement à la personne de l'empereur. « Il nous faut », s'écrie-t-il,

en pleine réunion publique, à Salzbourg, le 2 mai suivant, « il nous faut la réunion de
« l'empire d'Autriche à l'Allemagne. L'Autriche deviendra une province confédérée,
« comme les autres provinces allemandes.
« L'empereur continuera à s'appeler empereur s'il y tient. Pour nous, nous comptons
« sur notre mère la Germanie, qui n'abandonnera pas ses enfants en Autriche. »

En même temps, des manifestations publiques s'organisent dans la rue. Toute fête locale, toute foire, devient un prétexte à cortèges et à discours, où l'on prône Bismarck et où l'on agite des drapeaux séditionnels. A Eger, le 10 juillet, on arbore le drapeau allemand. A Graz, peu après, on brûle publiquement un drapeau autrichien. Mais il y a mieux. A Bielitz d'abord, puis dans d'autres villes, *une bannière aux couleurs noire, rouge et or fait son apparition*. Chose étrange, cette même bannière est arborée en Belgique par certaines associations flamingantes. On l'a vue pour la première fois à Bruges en 1894 (1). Ce drapeau n'est autre que celui de l'ancien saint empire romain germanique de l'empereur Barberousse, qui avait été à

(1) *Alldeutsche Blätter*, 20 septembre 1895.

la mode pendant quelques mois au temps de l'Assemblée nationale de Francfort. *L'Union Pangermaniste*, fidèle à ses origines libérales, l'a sorti de l'oubli pour en faire désormais le symbole de ses revendications.

On excite en même temps les peuples les uns contre les autres. Des tracts sont expédiés en masse en Bohême dans le but de porter à son maximum la tension germano-tchèque. Ils invitent les Allemands à chasser tous les Tchèques, employés, ouvriers, domestiques, et à les remplacer par des Allemands : « Aux agissements imprudents des « Tchèques », lit-on dans l'une de ces feuilles, « il n'y a qu'une réponse à faire. Chassons les Tchèques de toutes les maisons « allemandes... Agir ainsi est le devoir de « tout bon Allemand. Plus de domestiques, « plus d'ouvriers tchèques ! Qu'un Allemand « n'achète plus chez un Tchèque ou chez « ceux qui le soutiennent. » Ces excitations ne tardent pas à porter leurs fruits. C'est ainsi que les mineurs tchèques de Most sont assaillis dans l'été de 1897 par des bandes d'Allemands. Des ouvriers de la mine de Havrany veulent venir à leur secours, mais les Allemands, prévenus, font irruption en surprise dans la nuit du 9 août 1897 et dé-

molissent tout. Des écoles publiques lèchè-ques sont également saccagées par des éner-gumènes du même genre.

Toutes ces manifestations sont non seule-ment dirigées secrètement par l'Union pan-germaniste, mais encore appuyées par elle sur le territoire de l'Empire allemand. Une réunion est convoquée à Dresde le 9 mai 1897 sur l'initiative d'un certain nombre de membres de l'Union agissant à titre privé pour ne pas compromettre celle-ci. A la séance assistent de nombreux « Autri-chiens », dont le député Wolf, qui prononce un discours extrêmement violent. Le gouver-nement de Vienne ne dit mot. L'Union s'en-hardit. A son congrès annuel, le 8 juin sui-vant, elle convoque ses hommes de confiance autrichiens et le député Wolf vient encore assister à la fête. Devant cet auditoire offi-ciel, il lit un rapport bien intéressant sur le rôle des libéraux en Autriche et s'attache particulièrement à définir le programme du *Parti Populaire Allemand*, dont il est pré-sident. Ce programme vise à une centralisa-tion complète, car, dit justement le député, « *décentraliser, c'est dégermaniser et cen-traliser c'est germaniser* (1) ».

(1) *Alldeutsche Blätter*, 20 juin 1897.

Cette apologie du radicalisme autrichien n'est pas du goût de la presse conservatrice des Junckers. Elle proteste contre les éléments qui envahissent depuis peu les assemblées pangermanistes. Mais les *Alldeutsche Blätter* répliquent assez vertement. « A
« Leipzig, nous n'avons pas eu une attitude
« d'Allemands d'empire. Nous sommes Alle-
« mands avant tout et nous ne rejetons per-
« sonne. *M. Wolf, très radical, nous plaît*
« *parce qu'il est bon Allemand.* » L'aveu
est intéressant et ne manque pas de saveur.

Pour que les événements d'Autriche favorisent encore davantage les Allemands de l'empire, l'Université, dont l'action morale est immense, intervient à son tour. Les professeurs de l'Université d'Heidelberg invitent tous leurs collègues d'Allemagne à envoyer une adresse d'approbation aux membres de l'Université allemande de Prague. Sur 1.100 professeurs environ, 816 la signent. Très peu de temps après, le plus célèbre historien d'Allemagne, Mommsen, adresse aux membres de l'enseignement en Autriche une lettre ouverte que publie le grand journal *libéral* de Vienne, la *Nouvelle Presse Libre*, et qui est remplie d'imprécations sauvages contre les Tchèques. « Frappez, frappez

« fort », dit-il, « les Tchèques ont le crâne
« dur. » Et il donne cet encouragement :
« Croyez-moi, de même que les Allemands
« d'Autriche regardent vers l'Allemagne, de
« même les Allemands d'empire regardent
« vers l'Autriche. » Immense est le reten-
tissement de cette lettre. Sa brutalité séduit
les cœurs allemands et les dirigeants des
Schulverein témoignent une touchante gra-
titude à leur distingué collègue.

Pendant ce temps, au Reichsrat, se forme
un groupe pangermaniste de sept membres,
sous la présidence de Schoenerer. Il mène
une obstruction systématique d'une violence
extrême contre Badeni. Les libéraux accep-
tent ces chefs de file. Le courageux ministre
est abreuvé d'insultes d'une grossièreté
inouïe, dont Wolf rythme la cadence. Le
distingué professeur Pferschke, de l'Univer-
sité allemande de Prague, sort, à tous pro-
pos, un couteau à cran d'arrêt dont il me-
nace ses contradicteurs en guise d'argument.
Cette minorité finit par avoir raison de la
majorité, écœurée mais inerte, comme le
sont bien souvent les majorités conservatri-
ces, et Badeni, découragé, sacrifié par l'Em-
pereur, donne sa démission en décembre
1897. C'est une victoire. Aussi, *l'Union Pan-*

germaniste s'en fait gloire et sa commission administrative (Vorstand), réunie quelques jours après à Dusseldorf, envoie aux vainqueurs du Parlement ses félicitations pour ce résultat « obtenu plus tôt qu'on n'osait l'espérer, grâce à la discipline des partis « nationaux d'obstruction » (1).

La campagne d'ailleurs continuera. Le mot d'ordre est, en effet, simple. Il faut empêcher à tout prix qu'il y ait une transaction quelconque entre les peuples de la monarchie, comme y conduiraient les ordonnances Badeni. Il faut que les Allemands d'Autriche soient en guerre constante avec leurs compatriotes de race slave.

De cette manière, il restera toujours prétexte à intervention. Comme le dit avec juste raison Prade, député à la Diète de Bohême, actif lieutenant de Schoenerer :
« *Il ne s'agit pas des ordonnances. Il s'agit*
« *de savoir si l'Autriche sera une grande*
« *puissance politique et sociale sous une di-*
« *rection allemande ou un état fédéral*
« *tchèque, polonais, allemand, qui fera une*
« *politique slavo-cléricale et se tournera*
« *plus tard contre l'alliance avec l'empire*

(1) *Alldeutsche Blätter* du 15 décembre 1897.

« *allemand protestant* (1). » Comme on le voit, une nouvelle face de la campagne pan-germaniste apparaît, la campagne anticléricale.

V. — L'AGITATION ANTICLÉRICALE (2).

C'était déjà pour préparer cette campagne nouvelle que la ligue Gustave-Adolphe avait formé en 1895 un comité d'action et de propagande. L'année suivante, le docteur Hasse avait fait personnellement des visites à un certain nombre de personnalités protestantes d'Autriche pour préparer le terrain (3), et le pasteur Meyer, de la Ligue Evangélique, recevait la mission de diriger le mouvement. La période d'incubation dure jusqu'à la fin de l'année 1897. Une dernière conversation a lieu le 11 décembre de cette même année, dans la modeste chambre d'un étudiant en médecine, Théodore Rakus, établi depuis médecin à Salzbourg. Les conjurés sont peu nombreux, mais ils tiennent entre leurs mains tous les fils. Ce sont : le

(1) *Egerer Volkszeitung*, cité par Politik, de Prague, 18 septembre 1897.

(2) Voir l'Appendice : Guillaume II anticléric.

(3) *Religion im Geschichte und Gegenwarts*, p. 2380 à 2389.

pasteur Everling, originaire de Munich, dont le chancelier de Hohenlohe parle sympathiquement dans ses mémoires; le docteur Karl Fraiss, magistrat; le docteur Eisenkolb, de Karbitz et le docteur Kogler, avocat à Stoinz, ces deux derniers hommes de confiance de l'Union pangermanique (1). L'affaire est définitivement mise au point et un mois plus tard se dévoilera publiquement.

Dans les premiers jours de janvier 1898, le Volkspartei de Wolf tient ses assises annuelles à Vienne. Plusieurs orateurs prennent la parole et mettent en garde leurs auditeurs contre l'Ultramontanisme, dont l'action est hostile au Germanisme. « On ne peut être à la fois Catholique et Allemand, il faut choisir », disent-ils. Le Catholicisme romain caractérise les Latins et les Slaves. Le luthérianisme, au contraire, est une religion spécifiquement allemande. Les Autrichiens de conscience allemande doivent donc abjurer solennellement le catholicisme. L'étudiant Rakus prend à son tour la parole: « Libérons-nous de Rome (Los von Rom) », dit-il d'une voix ardente en termi-

(1) *Religion im Geschichte und Gegenwarts*, p. 2380 à 2389.

nant sa déclaration, qui produit un « effet incendiaire » (1). L'expression « Los von Rom » deviendra le cri de guerre et de ralliement de tous les pangermanistes*et servira à désigner la campagne elle-même.

Il ne s'agit plus d'une simple campagne plus ou moins électorale. C'est un but intellectuel que visent les chefs du mouvement. Ils veulent instituer une nouvelle Réforme complétant le grand mouvement du seizième siècle qui a été précisément arrêté dans l'Allemagne du Sud par les Habsbourgs. L'idée est en effet juste et basée sur cette expérience historique que la Prusse n'a guère rencontré de résistance en Allemagne que dans les Etats à traditions catholiques. C'est ce qu'a très exactement exprimé un des chefs de la propagande, le pasteur Meyer, en disant en juin 1899, dans une réunion tenue à Brunswick : « *Le vrai cri de ralliement des protestants d'Autriche n'est pas « Los von Rom », mais « Los von Oesterreich »* » (2). »

Ce ne sera qu'en 1899 que l'offensive anti-

(1) *Idem*, p. 2388.

(2) *Braunschweiger Neueste Nachrichten* n° 55, 1900.

ultramontaine entrera dans sa période aiguë. Cette année-là Schoenerer, le président du groupe pangermaniste du Reichsrat, au cours d'une grande réunion qui se donne à Vienne le 15 janvier, fait une proclamation dans laquelle il se déclare prêt à abjurer solennellement le catholicisme et à adhérer au luthérianisme, la seule religion chrétienne et germanique : « Brisons », dit-il, « les chaînes « qui nous lient à une Eglise ennemie du « Deutschtum (1). » Et Schoenerer s'engage à recruter 10.000 adhérents nouveaux dans l'espace de six mois et à conserver pendant longtemps la même proportion. A la fin de la séance, 800 personnes, pour la plupart prévenues d'avance, se déclarent prêtes à suivre Schoenerer.

A peu près à la même époque, une sorte de vaste conseil de guerre se tient à Berlin, sous la présidence du conseiller à la cour von Oettingen. Des propagandistes choisis d'après une liste établie d'un commun accord entre l'Union pangermaniste et la Ligue

(1) *Braunlich Die oesterreichischer Los von Rom Bewegung*, p. 27, chez Lehmann, Munich, 1899.

Evangelique, vont s'établir en Autriche (1). On essaye également d'en trouver à prix d'or par des appels dans la presse : « On ne vous demande pas d'argent », dit-on dans le *Grazer Volksblatt*, « il est pourvu aux besoins nécessaires. » Enfin, une campagne de tracts plus formidables encore que la précédente est organisée. Les brochures sont imprimées soit à Leipzig, à l'imprimerie spéciale de la Ligue Evangelique soit à Munich, à l'Odin Verein. « Elles sont distribuées », dit une importante encyclopédie protestante déjà citée, « non plus par milliers, mais par millions (2). »

A côté de cette propagande, en apparence religieuse, apparaît la propagande par le fait (3). Elle devient de plus en plus antidynastique. Le soixante-dixième anniversaire de François-Joseph est un motif de fête et de réjouissance, pendant lesquelles les peuples de la monarchie font trêve à leurs discordes. Les Pangermanistes seuls font

(1) *Reichsbote*, organe du clergé berlinois, cité par Politik de Prague, 31 janvier 1899.

(2) *Religion im Geschichte und Gegenwarts*, p. 2384.

(3) Cheradame, *L'Europe et la Question d'Autriche*, Plon, 1904.

tache au tableau. Dans diverses villes, à Innsbruck notamment, cette capitale du Tyrol loyaliste, ils collent, dans la nuit qui précède la fête, des affiches se terminant par ces mots : « Hoch Hohenzollern. » En août 1899, ils organisent émeutes sur émeutes. A Graslitz, ils attaquent la gendarmerie au chant du *Wacht am Rhein*. A Asch, ils décrochent des bâtiments de la douane l'écusson portant l'aigle de la Maison d'Autriche. A Graz, ils manifestent devant le palais impérial. A Klagenfurth, ils insultent l'archevêque connu par son loyalisme et sa méfiance de la Prusse. A Vienne, ils organisent une réunion, demandant la déchéance des Habsbourgs au profit de Guillaume II. La réunion est mouvementée. Beaucoup d'auditeurs indignés crient à la trahison. Chose étrange ! Le curieux commissaire de police qui assiste à la réunion, du nom de Loewenthal, fait arrêter les protestataires et permet aux prussophiles de continuer leurs attaques.

Par une intéressante coïncidence, des émeutes socialistes éclatent. Le parti social-démocrate est hostile à la barrière douanière qui sépare l'Autriche de l'Allemagne. Il est partisan du programme de Linz et af-

firme aux ouvriers que les tarifs qui sont la conséquence de la barrière douanière austro-allemande rendent la vie plus chère en Autriche. Aussi le gouvernement du comte Thun, ayant dû, pour diverses raisons fiscales, décréter, en application du paragraphe 14, un relèvement des taxes sur l'alcool, la bière et le pétrole, une hostilité marquée se déclare dans certains milieux populaires. Des manifestants, à Vienne et dans d'autres villes, parcourent les rues au cri de : « A bas Thun. » Tout cela explique bien la sympathie que l'illustre pangermaniste Naumann témoigne aux socialistes : « *Il y a deux partis en Autriche* », dit-il, « *qui doivent se partager la sympathie des Allemands de l'Empire : les Allemands nationaux et les social-démocrates. Il est possible qu'ils se querellent parfois ; au fond, ils agissent ensemble* (1). »

(1) Naumann, *Deutschland und Oesterreich*, Berlin, 1900, Verlag der Hilfe.

CHAPITRE IV

La Vassalité définitive

1. *Les menaces prussiennes. — L'énergique résistance du comte Thun. — Les menaces du gouvernement allemand. — Les députés pangermanistes du Reichsrath.*
2. *Vassal et Suzerain. — Le comte Thun et Badeni sont sacrifiés. — La mission du prince Egon de Furstenberg. — François-Joseph à Berlin. — Le bâton de maréchal de Guillaume II et les couleurs pangermanistes.*

I. — LES MENACES PRUSSIENNES.

Cette agitation est plus artificielle qu'elle ne le paraît. La minorité qui la conduit exerce tout au plus son influence sur le tiers de la population allemande. Ce qui la rend dangereuse, c'est l'impunité complète dont elle jouit. Le gouvernement autrichien, plus que jamais en retard de quelques idées et de quelques années, n'a pas voulu croire à la réalité du complot prussien. Le minis-

tère Badeni s'est contenté d'arrêter à la frontière quelques tracts particulièrement injurieux. Un seul ministre verra clair, c'est le comte Thun, et pendant un temps, il entreprendra une campagne de nettoyage avec l'assentiment de l'empereur. Certes, une perspicacité extraordinaire n'était pas indispensable pour apprécier la signification de ces manifestations antidynastiques répétées. Mais il fallait un certain courage pour prendre l'initiative de mesures d'ordre énergiques dans ce pays où l'insouciance et l'indolence sont légendaires. Il en fallait aussi, pour faire comprendre la gravité de la situation à un souverain toujours partagé entre deux sentiments : la nécessité, pour faire prospérer son empire, de se nationaliser Autrichien, et le regret, l'humiliation inavouée d'être obligé d'abandonner les traditions allemandes de l'antique Maison des Habsbourgs.

C'est en août 1898 que Thun commence à agir. Le 7 août, il fait interdire à la municipalité de Saaz d'organiser, de concert avec la Ligue *Germania*, des fêtes en l'honneur de Bismarck. Pareille mesure est prise à diverses reprises. A la même époque, il refuse aux municipalités des villes de la Bohême

allemande de former entre elles une sorte de fédération ayant son siège à Prague. En novembre 1898, le gouvernement allemand ayant expulsé un certain nombre d'ouvriers slaves autrichiens, le comte Thun en profite pour se faire interpellier et déclare avec beaucoup d'énergie qu'il prendra des mesures de représailles. Cette manifestation d'indépendance produit une vive impression à Berlin.

On ne reconnaît plus le vassal obéissant de 1879. Quant au ministre loyaliste, bien que déjà menacé, il continue sa tâche. En mars 1899, il fait saisir toutes les cartes postales de l'Odin Verein. Il ose même s'en prendre personnellement à Wolf en dissolvant, le 4 mai 1899, l'Union des Allemands-Nationaux, dont ce dernier est le président. Il fait subir le même traitement à l'Association d'étudiants « Teutonia », qui a remplacé dans sa salle de réunion les bustes du couple impérial par celui de Bismarck. Enfin, un procès est intenté en mai 1899 pour haute trahison à l'un des plus actifs propagandistes de la Ligue Evangélique, le pasteur Everling, et à deux fonctionnaires de Graz, nommés Polzer et Fraiss. Les débats prouvent sans ambiguïté, par l'examen du

carnet de notes du digne pasteur, que la propagande est, en réalité, un simple procédé de camouflage dans le but de corrompre des fonctionnaires de l'Etat autrichien.

Ces manifestations répétées de la volonté impériale de faire respecter les droits de l'Autriche vont amener un refroidissement dans les relations des deux pays. D'ailleurs, elles sont depuis trois ans assez peu cordiales. François-Joseph a sur le cœur les révélations qu'a faites Bismarck en 1896 pour se venger de l'Alliance franco-russe. Il se méfie d'un gouvernement qui a traité en même temps avec l'Autriche contre la Russie, et avec la Russie contre l'Autriche. Et le Habsbourg, agacé, en profite pour donner une leçon de savoir-vivre au Hohenzollern vaniteux comme un parvenu. Ce dernier, en effet, colonel honoraire d'un régiment hongrois, installé à proximité de la frontière allemande, venait chaque année passer sa troupe en revue et en profitait pour se livrer chaque fois à une consciencieuse inspection de l'armée austro-hongroise. Un beau jour, en 1898, le régiment reçoit l'ordre de gagner une petite garnison de l'extrême-sud hongrois. Guillaume II comprend la leçon et en est fort dépité. Il ne mettra plus de longtemps les pieds dans la monarchie.

Mais, par la volonté de Berlin, des événements plus sérieux vont aggraver, en 1899, la tension entre les deux Alliés. Ce n'était que dans des brochures pangermanistes ou dans les *Alldeutsche Blätter* que l'Empereur d'Autriche avait été jusqu'à présent menacé. Ce sera maintenant dans des journaux presque officiels qu'il recevra des ultimatums, conformément à la méthode allemande. Les correspondances de presse jouent en Allemagne un rôle que l'on conçoit peu en France. Elles ne se bornent pas à publier des dépêches. Elles rédigent également des canevas d'articles que les journaux de province, toujours à court d'inspiration, paraphrasent à l'usage de leurs lecteurs. Enfin, elles ont souvent une ou deux colonnes réservées aux communications officielles ou officielles. Tel est le cas de la *Correspondance Impériale de l'Allemagne du Sud* (*Süddeutsche Reichs Correspondenz*), devenue dans les dernières années avant la guerre une sorte de succursale de l'agence Wolf.

C'est dans cette feuille qu'on lit, en mars 1899, une apologie de la brochure du fameux Fritz Bley, avec les considérants suivants : « Oui, nous voulons une Autriche « forte comme alliée, mais ce ne sera le cas

« que si l'Autriche est gouvernée à l'alle-
« mande. A une Autriche slave, nous ne por-
« tons aucun intérêt. *Une Autriche slave*
« *est notre ennemie* (1).» Fin avril, la *Corres-*
pondance revient à la charge: « L'alliance de
« l'empire allemand avec la monarchie des
« Habsbourgs a été décidée sous l'empire de
« circonstances qui ne sont plus de mise au-
« jourd'hui... Nous n'avons pas à recher-
« cher les motifs de l'éloignement du peuple
« d'Autriche pour sa dynastie. Mais nous,
« Allemands, nous n'avons aucun devoir
« vis-à-vis d'elle... Nous n'en avons pas plus
« vis-à-vis des empereurs de Chine, du Ja-
« pon ou du Maroc. Il n'en était pas de
« même autrefois; mais cela résultait du
« fait que l'Empereur se considérait alors
« comme un prince allemand, comme un
« membre de la nation allemande. Mainte-
« nant il se comporte comme un prince slave,
« contre les Allemands nationaux de son
« Etat polyglotte. *Les Allemands libres et*
« *indépendants n'ont plus de doute à avoir.*
« *Ils savent de quel côté ils doivent se pla-*
« *cer.* »

(1) Cité par les *Alldeutsche Blätter* du 23 avril 1899.

Enfin, en juillet 1899, une grande et sérieuse revue de Berlin, intitulée *Die Gegenwart*, appuyait le mouvement dans des termes tout aussi violents : « Le caractère de
« l'Alliance a changé et notre diplomatie ne
« peut se dissimuler que la valeur de cette
« union est presque nulle. On ne peut pas
« demander à l'Allemagne de confier à une
« Autriche slave la mission de sauvegarder
« l'Empire contre la Russie dans le cas d'un
« coup de main français. Le moment est
« venu où l'Allemagne doit sortir de sa ré-
« serve. Aussi tout fait croire que de Berlin
« on a envoyé des conseils amicaux à
« Vienne. » Et l'article se termine par cet ultimatum : « Comme voisins, nous ne sau-
« rions tolérer que la Bohême, la Moravie et
« la Silésie deviennent des pays slaves, et
« nous devons prendre fait et cause pour
« nos compatriotes, ce dont nous sommes
« pour le moment empêchés par le traité
« qui nous lie à l'Autriche, pays soi-disant
« allemand... Le jour où cet empêchement
« disparaîtrait, une politique active du côté
« de l'Allemagne s'impose... Nous sommes
« vivement intéressés aux troubles intérieurs
« de la puissance danubienne et il ne nous
« est guère permis de rester des spectateurs

« *impassibles, à moins que le gouvernement autrichien n'abandonne en dernière heure sa funeste politique* (1). »

Les « conseils amicaux » vont se multiplier, en effet, étrangement cette année-là. Dès le mois suivant, le comte de Bulow se rencontre à Semmering avec le comte Goluchowsky. Puis le prince de Hohenlohe voit François-Joseph à Aussée tout juste cinq minutes et « l'entrevue est extrêmement fraîche », disent les *Alldeutsche Blätter*. L'empereur a, en effet, été vivement froissé par la violence de ces « conseils amicaux ». Par une coïncidence qui n'est peut-être pas entièrement fortuite, ils sont appuyés par des démonstrations militaires. Quelques jours après le curieux article de la *Correspondance de l'Allemagne du Sud*, exactement le 25 mars 1899, le 12^e corps saxon de Dresde était dédoublé et formait un nouveau corps à Leipzig, ce qui portait à quatre le nombre de ceux qui pouvaient encercler le quadrilatère de Bohême.

Dans le courant de cette année inquiétante, le 25 octobre, un enfant terrible du

(1) Cité par la *Revue des Questions diplomatiques et coloniales*, juillet 1899.

Reichsrath le député pangermaniste Turk, laissait échapper de la tribune à propos d'une discussion sur le Zollverein, ces paroles inouïes qui précisaient le sens de ces mesures militaires: « Les pays héréditaires
« allemands doivent s'adosser à l'empire al-
« lemand comme cela existait avant 1866.
« Une union douanière économique avec
« l'Allemagne est la première étape dans
« cette voie... *Nous autres, Allemands, nous*
« *sommes prêts à tout. Faites éclater une*
« *guerre civile entre les Allemands et les*
« *Tchèques en Bohême, en Moravie ou en*
« *Silésie, et les armées allemandes de la*
« *Prusse viendront vous donner une danse.* »

II. — LE VASSAL ET SON SUZERAIN.

Sur la tension austro-allemande, à cette époque, on ne peut, dans l'état actuel des connaissances, rien dire de précis, les archives diplomatiques étant, et pour cause, fermées aux regards indiscrets. On constate seulement que l'Autriche s'humilie, abandonne toute velléité d'indépendance et se contente du rôle de « brillant second ». Le comte Thun et ses collaborateurs sont congédiés et remplacés par des fonctionnaires chargés de l'expédition des affaires couran-

tes. L'empereur François-Joseph, en effet, abandonne la lutte. Depuis quinze ans il a tenté timidement de se nationaliser Autrichien et a risqué pour cela de se brouiller avec son allié sans trouver le moindre appui en Europe (1).

Il n'a pas vu, au surplus, le péril aussi clairement que ses courageux ministres. Même aux jours de la tension austro-allemande, il disait souvent à Thun : « Bah ! j'en ai vu bien d'autres depuis 1848 ! » Aussi ne demande-t-il qu'à se laisser dorer la pilule, ce qu'on s'empresse de faire. Déjà en septembre 1899, au cours des grandes manœuvres auxquelles il prend part, les manifestations de loyalisme sont organisées en Bohême allemande, par ceux-là même qui l'attaquaient le plus violemment. C'est un habile camouflage. Un peu plus tard, le gouvernement saxon interdit à Wolf, Schoene-

(1) En 1902, l'Empereur François-Joseph est reçu par le Tsar, en Russie. Mais cette ultime démarche pour chercher un appui hors de Berlin ne réussit pas. Le Gouvernement russe ne songe qu'à l'Extrême-Orient. La France, intermédiaire désigné, est à peine remise de Fachoda et est trop absorbée par sa désorganisation militaire pour prêter attention à ce qui se passe en Europe.

rer et Iro de poursuivre leur propagande sur territoire saxon. Enfin, le gouvernement bavarois prend un décret pour arrêter une campagne « qui est un outrage pour la personne « de l'empereur d'Autriche, allié par des « liens de famille et d'amitié aux cours « royales de Munich et de Dresde ».

Une nouvelle poussée de germanisme anti-slave se déclare à Vienne même. Le Ballplatz va devenir progressivement un centre d'intrigues allemandes, dont les premiers rôles seront tenus par d'Ærenthal, Burian et Tisza. Et bientôt, François-Joseph donnera de nouveaux gages. Lui, qui a toujours refusé de se montrer en Prusse, il ira en mai 1900 à Berlin, à la suite d'une visite mystérieuse du prince Egon de Furstenberg. Il rendra hommage au petit-fils du vainqueur de Sadowa et lui décernera le titre de feld-maréchal autrichien.

Guillaume II, en effet, a été l'habile metteur en scène de la campagne pangermaniste. A cette époque, plus particulièrement de 1895 à 1900, qui voit l'éclosion et le développement de ce mouvement mondial en Autriche, dans les provinces baltiques aux Etats-Unis et au Brésil, il s'applique à exciter secrètement les passions des agents qui travaillent

partout pour la grande cause : « L'empire allemand est devenu un empire mondial », s'écrie-t-il au cours des fêtes qui sont données le 18 janvier 1896 au Palais d'Hiver pour fêter le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Empire à Versailles. Et il proclame « le devoir de rattacher solidement le plus grand empire allemand à la mère patrie ».

Les discours de cette nature sont fréquents pendant les dernières années du siècle. Mais le plus caractéristique d'entre eux est prononcé le 4 octobre 1900 à Saalbourg. Posant, à cette date, la première pierre du Musée allemand de cette ville, il donne en exemple la paix telle qu'il la conçoit, la Pax Germanica. « Au premier coup de marteau », proclame-t-il, « je consacre cette pierre à l'empereur Frédéric III. Au deuxième coup de marteau, je la consacre à la jeunesse allemande, aux générations qui s'élèvent et qui pourront apprendre dans le Musée ce que c'est qu'un empire universel. Au troisième coup, je la consacre à l'avenir de notre peuple allemand. Puisse l'Allemagne dans les temps futurs, par la coopération unifiée des princes et des peuples, de leurs armées et de leurs citoyens, devenir aussi

« puissante, aussi fortement unie, aussi extraordinaire que l'empire romain universel; afin qu'un jour, dans l'univers, on puisse dire comme autrefois : *Civis romanus sum*, je suis citoyen germain. »

Et, le même jour, il envoie à l'illustre Mommsen, l'auteur du bruyant message de 1897, une dépêche de félicitations qu'il signe : « Guillaume, *Empereur des Germains*. » (1).

Mais si l'on en croit M. Cheradame (2), c'est au cours d'une parade militaire qui date de la même époque, que le sinistre comédien donne toute sa mesure. En août 1900, trois mois après la visite de François-Joseph, l'empereur Guillaume II passe à Postdam la revue des troupes allemandes en partance pour l'expédition de Chine. Il est revêtu, à cette prise d'armes, de l'uniforme de feld-maréchal prussien et le bâton qu'il porte attire les regards des spectateurs. Une soie noire, rouge et or est enroulée autour de la hampe. Ces couleurs ne sont pas inconnues. Ce sont celles qu'arborent depuis 1894, en dehors des limites de l'empire, les partisans de la Pangermanie, les Flamingants de Bru-

(1) Cheradame, op. cit.

(2) Cheradame, op. cit.

ges, les Allemands nationaux d'Autriche et les Baltes de Russie.

Cette tactique fait de Guillaume II l'idole des pangermanistes, qui sont enthousiasmés par ces encouragements secrets. « Voilà un « toast pangermaniste », s'écrie Hasse après le discours du 18 janvier 1896! « Dans ces « mots d'un sens puissant, nous lisons tous le « programme de notre Ligue et cela nous « remplit d'une nouvelle confiance (1). » « L'empereur ne tient pas l'Empire pour ter- « miné », écrit encore Hasse après un autre discours. « Il veut voir croître encore le « chêne allemand. D'abord, la Marche, en- « suite la Prusse, après l'Empire allemand... « *Et quoi encore? S'il parle de la totalité des* « *Germain, il lui est impossible de sauter* « *par-dessus le degré intermédiaire de la* « *plus grande Allemagne.* De l'empire alle- « mand sortira un empereur des Allemands « (2). » Et Hugo Grell, dans un historique officiel de l'Union pangermaniste, écrit à la même époque : « La Ligue a trouvé dans l'empereur un puissant allié. A bon droit on peut le considérer comme un pangermanis-

(1) *Alldeutsche Blätter*, 26 janvier 1896.

(2) *Alldeutsche Blätter*, p. 53, 1899.

te (1) ». Le fanatisme et l'énergie des artisans réactionnaires et révolutionnaires de la plus grande Allemagne sont surexcités par les manifestations secrètes du plus puissant des complices. Le siècle qui vient s'ouvre sous les auspices les plus favorables.

(1) *Der Alldentscher Verband*, p. 19, Lehmann, Munich, 1900.

CHAPITRE V

Les complots contre l'Autriche après 1900

1. *La propagande dans la jeunesse. — Les Ligues d'Etudiants. — Le Schulverein.*
2. *La propagande anticléricale et révolutionnaire. — La marche des conversions au protestantisme. — La Ligue Gustave Adolphe et la Ligue Evangélique.*
3. *Propagande politique. — Ligue des Allemands de Bohême, de Moravie, etc. — Les Conseils Populaires Allemands. — La Ligue Populaire de la Classe Ouvrière Allemande. — Titta chef de toutes les Ligues prussophiles.*
4. *Action politique. — L'obstruction systématique. — Les grèves pangermanistes. — Titta statthalter prussien.*

« En Autriche », écrivait en juin 1900 la *Gazette de la Croix*, organe des pasteurs de Prusse, « le mouvement *Los von Rom* est
« devenu plus silencieux. Nous nous en ré-
« jouissons, parce qu'on pourra travailler
« plus efficacement. » En effet, à partir de

1900, une accalmie se produit. C'est le mouvement « Los von Rom » qui tombe en sommeil le premier, suivi bientôt de toutes les autres variétés de la propagande austrophobe. A-t-il fallu calmer les susceptibilités du gouvernement autrichien et particulièrement celles du clergé que l'anticléricalisme prussophile a mis en défiance et qui s'apprête à prendre la tête du mouvement de résistance? Toujours est-il que la tranquillité renaît pour quelques années. Cette tactique n'est pas nouvelle, car on la retrouve à la même époque dans tous les pays où l'action pangermaniste a tenté de créer un Etat dans l'Etat. Partout, en effet, les gouvernements attaqués se rendent compte qu'il y a quelque chose de louche dans l'organisation pangermaniste. Mais dès que l'alerte est donnée, un calme plus ou moins apparent se produit, les soupçons s'évanouissent et l'Union pangermaniste recommence, mais cette fois avec des émissaires moins fougueux son action souterraine.

La propagande sera moins visible. Il n'y aura plus de cérémonies publiques agrémentées de déclaration de guerre à la Monarchie, mais des ligues nouvelles en grande partie qui se multiplient sous des apparences pai-

sibles en attendant l'occasion d'agir de nouveau. Elles peuvent être rangées en trois catégories principales.

1° Groupe de ligues chargées de l'embrièvement de la jeunesse;

2° Groupe de ligues faisant une propagande anticléricale, voire révolutionnaire;

3° Groupe de ligues d'action politique.

Elles seront étudiées à tour de rôle.

I. — LIGUES DE LA JEUNESSE.

La plus ancienne des Ligues « Nationales » est le « Wiener Schulverein » ou Ligue scolaire viennoise, dont on a indiqué précédemment les origines, mais sur le rôle de laquelle il convient de revenir. Moitié ligue d'éducation de la jeunesse, moitié ligue politique, elle s'est attachée surtout à imprégner de ses doctrines germanisantes les membres de l'enseignement, professeurs et instituteurs, puis à s'infiltrer dans un certain nombre de ligues créées en partie sous ses auspices et sympathisant avec les milieux libéraux. Ce vaste programme est activement poussé sous l'énergique impulsion du docteur Gross qui dispose d'importants moyens d'action. Les adhérents, au nombre de 70.000 environ dans les premières années, atteignent en 1910 le

chiffre de 140.000. Quant au budget annuel, il a dépassé sensiblement le million et des ressources annexes viennent encore l'augmenter. Depuis 1883, un des fondateurs de la Ligue, Karl Proll, resté jusqu'à ce jour un de ses membres les plus actifs, reçoit chaque année d'Allemagne des souscriptions assez fortes pour offrir aux enfants pauvres de Cisleithanie des « arbres de Noël impériaux allemands », qui font impression sur ces jeunes cervelles. A d'autres moments, le *Schulverein* fait un appel au public, c'est ainsi qu'en 1909, il lance une proclamation rédigée et signée par un poète populaire d'Autriche, Rosegger, demandant à tous les Allemands de réunir une somme de deux millions pour créer des écoles dans les régions où le germanisme est en baisse. C'est en mai 1909 que l'appel est lancé. *Dix mois après, en mars 1910, deux millions quatre cent mille francs sont réunis* (1). Comme on le voit, les moyens d'action sont puissants et l'on aura idée de la manière dont ils sont utilisés si l'on songe que le *Schulverein* est « *membre corporatif* » de l'*Union pangermaniste* et

(1) *Munchner Neueste Nachrichten*, 14 octobre 1909.

qu'il envoie toujours des délégués aux assemblées générales de celle-ci, comme aux assemblées de la plupart des Ligues « Nationales » d'Autriche.

Mais ce sont principalement les étudiants qu'on cherche à séduire, et ce programme fait honneur à la sagacité et aux vues larges des propagandistes. C'est, en effet, la jeunesse des Universités qui fournit les candidats aux fonctions civiles et militaires, à l'enseignement, aux professions libérales. C'est elle qui forme vingt ans plus tard toute l'armature d'un pays.

Dès 1894, les *Alldeutsche Blatter* adressent un appel aux étudiants d'Allemagne pour les inviter très instamment à venir aviver leur *Deutschtum* pendant au moins une année à l'Université allemande de Prague. L'appel est entendu, beaucoup de professeurs approuvent leurs élèves. Mais c'est seulement à partir de 1898 que l'afflux des étudiants, non seulement à Prague, mais à Brunn, à Vienne et dans beaucoup d'autres universités, devient important par suite de l'intervention du « *Kyffauscher Verband den Vereinen Deutschen Studenten* » (1). Cette « *Union Kyffau-*

(1) Le monument de Frédéric Barberousse s'appelle le Kyffaus.

sienne des ligues d'étudiants allemands », placée symboliquement sous l'égide du célèbre monument consacré à la gloire de Frédéric Barberousse et du Saint-Empire romain germanique, est également membre corporatif de l'Union Pangermaniste. Voici la résolution qu'elle vote d'enthousiasme à son Assemblée générale d'août 1898, à Kebra : « Chaque Ligue est invitée à envoyer, « à partir du 1^{er} octobre 1898, à Prague, 25 « de ses membres chaque semestre. Toute « Ligue qui n'atteindra pas le quantum « payera une amende de 15 marks, à multiplier par le nombre d'étudiants non immatriculés. Le total des amendes servira à « créer chaque année des bourses à l'usage « d'étudiants pauvres dont les ressources « sont trop modestes pour se permettre ce « coûteux déplacement (1). » Beaucoup d'associations d'étudiants, dans lesquelles s'infiltrèrent des Allemands, ne le cèdent en rien à l'Union Kyffhaus. A plusieurs reprises, les bustes du couple impérial garnissant les salles d'honneur sont brisés, comme dans l'affaire de la « Teutonnia ». Les étudiants vont même plus loin. Des exaltés, réunis en

(1) *Alldeutsche Blatter*, 4 sept. 1898.

1900, prennent la décision de donner leur démission d'officiers de réserve de l'armée autrichienne. Mais bientôt ils se ravisent, « le « poste qu'ils occuperont ainsi, en cas de « guerre, leur permettant de mieux servir « la plus Grande Allemagne? » (1)

La propagande s'intensifie à partir de 1905. A cette date, se fondent encore des ligues destinées à la jeunesse, mais dont les tendances deviennent très anticléricales. *L'Union des jeunes gens allemands de Bohême*, par exemple, créée sous les auspices du parti allemand libéral (2), inspirera 70 journaux un peu avant la guerre. Elle sera complétée par « une *Ligue des jeunes gens Allemands Nationaux* » (*Deutsch Nationalen Jung Manner*) : « Le but que notre jeunesse « doit avoir devant les yeux », s'écrit le Docteur Walter Riehl, magistrat de Reichenberg, président de l'Assemblée annuelle de 1909, « ce but est de créer la Pangermanie (Alldeutschland) comprise entre la mer « du Nord et la Baltique d'une part, la Méditerranée de l'autre, où le vieux cri de

(1) Cheradame, *L'Europe et la Question d'Autriche*, p. 126.

(2) *Deutsche Arbeit*, nov. 1910, chez Bellmann, Prague.

« ralliement « Los von Rom » retentira de « nouveau (1). » Telle sera encore « *L'école libre allemande* » (Deutsche freie Schule), dont le président, Dr Wahrmund, avouera à l'assemblée de 1910 que « le but de l'association est de lutter contre le catholicisme ».

« Los von Rom ! » Cet appel devient le cri de ralliement des pangermanistes de tout acabit. Propagande antidynastique, propagande anticléricale, propagande révolutionnaire, propagande pangermaniste deviendront des expressions synonymes.

II. — GROUPE DES LIGUES ANTICLÉRIQUES ET RÉVOLUTIONNAIRES.

Si l'on suit le mouvement des conversions annuelles au luthérianisme tel qu'il résulte des documents officiels, on constate une progression extrêmement rapide dans les dernières années du siècle dernier. D'un chiffre très minime en 1898, on saute en 1899 à 6.067 conversions. Il y a légère augmentation jusqu'en 1901 (6.299 conversions). Puis

(1) *Bonifatius Correspondenz*, 1^{er} nov. 1909.

il y a diminution progressive jusqu'en 1907, où l'on atteint le minimum avec 3.714 conversions. Le total annuel ne se modifie guère jusqu'en 1910. Mais, en 1911, il y a 5.190 conversions, et les années suivantes on remonte à 6.000 (1). Les chiffres ci-dessus ne semblent, au premier abord, ni être en relation avec les efforts considérables et la pluie d'or qui ont été dépensés pour la bonne cause, ni avoir de conséquences sérieuses. Mais il faut tenir compte du fait que cette propagande vise avant tout à *entamer le loyalisme du peuple allemand d'Autriche*, pivot de la centralisation allemande dans la Monarchie et qui comprend 10 millions d'habitants seulement. En outre, ces convertis officiels, s'ils ne forment que la partie la plus exaltée des néophytes acquis au pangermanisme, réussissent à gagner la confiance de beaucoup d'indifférents simplement par sympathie anticléricale. Aussi ces chiffres sont intéressants parce qu'ils permettent de suivre les variations de la tension pangermaniste. Comme on le voit, dans les années qui précèdent la guerre, une nouvelle explosion se prépare.

(1) *Deutsch Evangelisch in Ausland*, nov. 1912.

C'est en 1907, après une accalmie relative de sept ans, que le mouvement « Los von Rom » se réorganise définitivement. Le 29 septembre 1907, à Worms, où l'Union Pangermaniste tient ses assises annuelles, le pasteur Meyer, dont les précédents exploits ont été rapportés ci-dessus, prend la parole pour attirer l'attention de ses complices sur la situation critique du seul grand journal pangermaniste de Vienne, *l'Alldeutsche Tagblatt* : « Il rend, en tant que journal « Los von Rom », s'écrie le digne pasteur, « les services les plus grands, bien qu'il n'ait pas « un caractère spécifiquement religieux. » Et Meyer insiste pour qu'on procure une importante subvention à cette feuille qui a tant d'ennemis et qui est « le seul grand journal « d'Autriche entrant sans honte et sans peur « dans le mouvement « Los von Rom » (1). » L'intervention n'est pas sans fruits. Le journal qui menaçait de suspendre ses paiements dans la quinzaine est immédiatement remis à flot pour longtemps.

L'activité de l'organisateur extrêmement remarquable qu'est Meyer ne se dément pas un instant. Plus que jamais « il est dans la

(1) Urban. *Deutsch evangelischer Kalender*, 1908.

« nécessité de faire venir l'argent d'Allemagne » (1). Chargé, comme les propagandistes de 1896, d'examiner les modalités d'une nouvelle campagne, il soumet à la commission de la Ligue Evangélique, réunie en séance spéciale en avril 1909, un rapport secret sur les directives qu'il serait désirable d'imposer aux ligues complices. Chose remarquable : qui, d'ailleurs, ne saurait étonner ceux qui ont suivi ces articles, Meyer met en garde ses collègues contre les Chrétiens sociaux parce qu'ils sont catholiques et loyalistes. La politique à courte vue de ces derniers les a conduit à se laisser imposer en partie seulement d'ailleurs les nouvelles directives du gouvernement de Vienne. Depuis la chute du comte Thun, c'est, en effet l'empereur Guillaume qui conduit les marionnettes du Ballplatz. Mais notre pasteur fait judicieusement remarquer que si des accords temporaires concernant les questions slaves sont possibles entre pangermanistes et chrétiens sociaux, « ils auront le très grave défaut d'obliger les premiers à mettre une « sourdine à leurs campagnes, parce que les

(1) *Christliche Welt*, cité par *Bonifatius Korrespondenz*, 1^{er} novembre 1909.

« seconds sont « loyalistes » (1) ». De plus en plus, les partis avancés font seuls bon ménage avec les prussophiles.

Pendant toute cette période d'incubation, les grandes Liges anticléricales suivent leur marche ascendante. La Ligue Gustave-Adolphe dispose d'un budget qui s'enfle un peu plus chaque année. Les recettes de l'exercice 1910 s'élèvent à 2.200.000 francs. Les groupes sont au nombre de 2.200, dont plus du tiers en Autriche seule. Il y a plus de 600 groupes féminins. Les adhérents atteignaient déjà, en 1900, le total de 500.000, dont 80.000 en Autriche. Quant au personnel qui est à la tête de cette vaste entreprise, il est remarquable. Le professeur Hartung, de l'Université de Leipzig, est toujours assisté, comme secrétaire général, du pasteur Braunschweig, celui qui a le premier, en 1894, préparé le mouvement « Los von Rom ». Quant à la Ligue Evangélique, elle est pratiquement dirigée par le pasteur Meyer, son président en titre, le général von Loessel, étant avant tout un personnage décoratif. Un détail suggestif montre à quel point elle devient anti-

(1) *Bonifatius Korrespondenz*, 1^{er} novembre 1909.

autrichienne. *La place de secrétaire général, si importante dans ces associations, est vacante en 1909 et offerte aussitôt, sur la proposition du comité, à ce fameux pasteur Everling, condamné dix ans plus tôt pour corruption de fonctionnaires et haute trahison.*

Ces efforts tenaces ne tardent d'ailleurs pas à porter leurs fruits. Cette ligue, qui était restée stationnaire pendant les dix premières années du siècle passe brusquement, entre le 1^{er} avril et le 1^{er} avril 1911, de 2.700 à 3.000 groupes, et de 400.000 à 460.000 membres. A ces deux ligues, s'en est jointe une autre, beaucoup plus récemment, qui a pris en peu de temps une extension considérable. Elle s'intitule *Ligue Chrétienne des Etudes* (Christliche Studienbund). Fondée en 1908, elle ne réunit encore en 1912 que 19.000 membres environ. Mais elle a formé déjà 93 sociétés d'éducation, 77 d'instituteurs, 7 d'étudiants, 20 diverses, et a expédié en cinq mois, de janvier à mai 1913, 20.000 brochures de propagande, 1.750.000 tracts gratuits et 300.000 cartes postales anticléricales (1).

(1) Rapport de l'Assemblée générale de mai 1913.

Toutes les organisations ci-dessus, et d'autres plus modestes qu'il serait trop long d'énumérer, ne feront pas de manifestations uniquement anticléricales ou antidynastiques. On cherchera des prétextes plausibles. Les fêtes en l'honneur de Bismarck, considérées comme séditionnelles il y a dix ans, sont tolérées depuis que Vienne accepte de ne plus être qu'un « brillant second ». Aussi les monuments commémoratifs se succèdent sans arrêt avec des discours d'inauguration qui prêtent à de prudents développements. Les fêtes commémoratives du centenaire de Leipzig seront dans le même cas.

Les organisateurs de ces manifestations appartiennent généralement aux classes les plus modestes. Ainsi, en 1913, la municipalité pangermaniste de Carlsbad ayant décidé d'élever un monument commémoratif en l'honneur de Bismarck, était prise à partie par certains journaux d'Allemagne. L'un d'eux, de tendances guelfes, le *Deutsch Hanoverscher Volkszeitung*, publie un article assez violent qui est envoyé au président du comité bismarckien, du nom de Thomas. Aussitôt, celui-ci prend sa plus belle plume et expédie au journal sa carte avec quelques lignes écrites d'un main malhabile et cri-

blées de fautes d'orthographe. Le journal l'a reproduit pour l'amusement de ses lecteurs (1). En haut et à gauche, trois traits au crayon de couleur noir, rouge et jaune, rappellent le drapeau révolutionnaire pangermaniste. Puis vient le texte suivant : « Je
« plains ces Allemands qui n'ont pas le cou-
« rage de fouler aux pieds les chaînes ro-
« maines. » Au verso, il ajoute : « Merci
« pour le journal reçu. Vous êtes, semble-
« t-il, un individu incapable de comprendre
« qu'un aigle vole plus haut qu'un moineau.
« Bismarck vous a justement étrillé, vous
« autres velches, ainsi que votre Maison
« Royale. Il est regrettable qu'il n'ait pas dé-
« finitivement anéanti une dynastie aussi
« peu allemande. » Un autre journal d'Allemagne, la *Germania*, organe du Centre, pourtant assez chauvine, ayant écrit sur le même sujet quelques mots sensés, est également prise à partie par l'irascible bonhomme, qui lui envoie quelques mots, toujours aussi mal orthographiés, où il se réclame : « du drapeau noir, rouge et or de la
« Pangermanie ».

(1) Cité par *Bonifatius Korrespondenz*, avril 1913.

Les fanatiques primaires dont on vient de voir ci-dessus un échantillon assez réussi, ne se bornent pas toujours à rêver l'Allddeutschland prussien. La presse « Los von Rom », beaucoup plus avancée que le reste de la presse pangermaniste, en apparence protestante, mais en réalité révolutionnaire, a publié parfois des articles incendiaires, justifiables des tribunaux, pour provocation au meurtre. L'un des plus curieux a été publié à propos de l'anarchiste Ferrer, qui a été l'âme de tous les complts machinés contre le roi d'Espagne vers 1908 et 1909.

« Où sont, disent les Feuilles protestantes
« (Protestanten Blatt), les auteurs responsa-
« bles de cette exécution (celle de Ferrer)?
« Il est clair que l'Etat qui l'a ordonnée a été
« conduit par le bras qui a déjà fait couler
« tant de sang sur la terre, par celui de
« l'Eglise et de ses valets. Rome est la maî-
« tresse de l'Espagne, Rome guide la réac-
« tion cruelle qui s'avance sur Barcelone.
« Qu'on le note... Un mot d'Elle (de l'Eglise)
« et le sang de cet homme eût été épargné.
« Comme elle est cruelle, cette Puissance si-
« nistre qui, se présentant avec la prétention
« de sauver les âmes, supprime avec tant de
« dureté une vie humaine. Je sais que nos

« gouvernants (autrichiens) craignent la Ré-
« volution plus que nous ne le pensons. Mais
« ils devraient craindre beaucoup plus en-
« core cette Puissance insaisissable. *Qui*
« *s'allie à elle ne doit pas se plaindre si un*
« *jour les bombes éclatent* (1). »

Voilà le Pangermanisme pris en flagrant délit de collusion avec l'anarchie dans un cas concernant une famille royale, où ont eu lieu tant d'assassinats mystérieux. Pour le définir complètement, il suffira de signaler les origines des Ligues politiques qui viennent de proclamer la dislocation autrichienne.

III. — GROUPE DES LIGUES POLITIQUES.

Les Ligues constituées en vue d'une action purement politique sont difficiles à classer, car elles ont, comme toutes les formations pangermanistes, des rapports extrêmement étroits et un personnel souvent interchangeable. Mais on peut cependant, en négligeant les organisations secondaires, n'envisager que l'action de deux groupes principaux de ligues, en apparence autonomes, chacune d'elles portant le nom de la pro-

(1) *Protestanten Blatt*, 3 novembre 1909.

vince où elle opère. Chaque ligue du premier groupe s'intitule « *Ligue des Allemands de...* » (suit le nom de la province). Chaque ligue du deuxième groupe, sensiblement plus puissant, s'intitule « *Conseil Populaire Allemand de...* » (suit le nom de la province).

La plus ancienne Ligue de la première catégorie est la « *Ligue des Allemands de la Moravie Septentrionale* », qui a été fondée à Olmutz en 1886, par le vieux vétéran Karl Proll. Elle compte maintenant plus de 45.000 membres et est habilement menée par son bureau, composé de l'industriel Hermann Brass, président, et du docteur Franz Schenck, secrétaire général. Ce dernier est un homme de confiance de l'Union Pangermaniste.

La formation la plus importante est la *Ligue des Allemands de Bohême*, qui a été fondée en 1894, à Prague, par le député Schuker, également homme de confiance de l'Union, assisté de ses collègues Bareuther et Prade. A ce moment, il n'y a que 6.700 membres répartis en 61 groupes. Mais, en 1898, il y en a déjà 47.000, répartis en 416 groupes, et en 1911, on arrive à un total de 106.359 membres, répartis en 1.124

groupes (1). Schuker, qui en est président jusqu'en 1909, puis le docteur Rafael Pascher, député à la Diète et au Reichsrat, qui lui succède, cherchent à développer les moyens d'action de la Ligue dans toutes les directions. Peu avant la guerre, la Ligue est propriétaire de 49 librairies, disposant de 169.000 livres et en subventionne 75.000. Elle a organisé deux orphelinats, cinq centres de coloniastion allemande. Elle contrôle la gestion de deux banques, l'une dite *Banque Industrielle et Economique*, l'autre *Société de Crédit économique et industriel*. Celles-ci ouvrent des crédits aux paysans allemands qui s'installent sur les terres slaves et font en même temps office de bureaux de placement en amenant dans ces pays slaves des employés et des ouvriers allemands. Pascher, organisateur émérite, opère de concert avec *l'Union Pangermaniste*. Il est même convoqué, le 4 décembre 1912, à Dresde, devant la Commission de celle-ci, pour y exposer l'organisation des obstructions faites à la Diète de Bohême en 1908 et les condi-

(1) *Deutsche Arbeit 1911* et *Bohême* du 5 mai 1914.

tions dans lesquelles on pourrait les renouveler (1).

La Ligue de Bohême, en fin de compte, a pris la direction du mouvement. Celle de la Moravie septentrionale s'est mise à la remorque. Les ligues de même nom créées en Moravie méridionale, en Bohême orientale, en Basse-Autriche et à Iglau, de 1900 à 1906, obéissent aux directions du Docteur Pascher, chef reconnu de cet ensemble de ligues.

Mais le groupement de beaucoup le plus puissant est celui des « *Conseils Populaires Allemands* », qui se sont progressivement créés sous l'impulsion d'un homme extrêmement habile et intrigant du nom de Titta (2). Ce personnage curieux, né en 1863 à Prosnik-sur-Elbe, est de la plus modeste origine. Son père, simple batelier, ne pouvait lui procurer le moyen de s'élever au-dessus de sa condition. C'est à force d'intelligence et de volonté qu'il est parvenu à se faire immatriculer à la Faculté de Médecine de Prague, à l'époque où le Pangermanisme était encore en gestation. Membre de diverses associations d'étudiants et notamment de la

(1) *Deutsche Arbeit*, 1914.

(2) *Reichenberger Zeitung*, 22 janvier 1913 (Numéro consacré au cinquantenaire de Titta).

célèbre « Teutonia », il devient un zélé et ardent disciple des Pangermanistes encore isolés. Distingué par l'Union, qui en fait un de ses hommes de confiance (1), il vient, ses études terminées, s'établir médecin à Trebnitz. Mais il prend part à l'éclosion de toutes sortes de ligues de propagande, soit locales soit plus importantes, tant et si bien qu'il abandonne bientôt la carrière médicale pour se consacrer uniquement à ses nouvelles fonctions.

C'est en 1903 qu'il sort définitivement de l'ombre. Le 16 mai de cette année-là une réunion préparatoire est convoquée à Prague avec le concours des premiers sujets des luttes de la fin du siècle. On y voit Schuker, président de la *Ligue Allemande de la Forêt de Bohême*, Eisekolb, un des initiateurs du mouvement « Los von Rom », les députés Prade et Perschke. Une ligue nouvelle se constitue qui prend le nom de « *Conseil Populaire Allemand de Bohême* », avec le conseiller à la cour Grohmann comme président; le docteur Titta, comme vice-président, et le docteur Walter comme secrétaire général. Au bout d'un an, voyant sur quelle galère

(1) *Deutscher Volksrat in Böhmen.*

il s'est embarqué, Grohmann donne sa démission. Titta lui succède, et dès lors sa fortune politique est assurée. Sous son active impulsion la Ligue se met en devoir, conformément à ses statuts, « de mettre à l'étude » et d'attirer dans son centre d'attraction « toutes les affaires concernant les intérêts populaires des Allemands de Bohême. » Par son entremise, des Conseils populaires se créent pour la Moravie, la Silésie Orientale, Vienne et la Basse-Autriche, Salzbourg, la Croatie et enfin la Styrie (1). Ces conseils, en apparence bien distincts, n'en forment en réalité qu'un seul, dont celui de Bohême est l'organe moteur. Celui-ci est lui-même en fort bons termes, par une filiation difficile à préciser, avec le Schulverein de Vienne et la Ligue Allemande de la Forêt de Bohême, puisque ces deux ligues envoient chaque année, à partir de 1906, des délégués à ses assemblées générales.

Mais ce qui caractérise ce groupement c'est que les Ligues qui le composent, peu importantes par le nombre de leurs adhérents, le sont par la qualité de ceux-ci qui se sont infiltrés dans toutes les administrations. Telles

(1) *Bohémia*, 3 mai 1906.

sont, entre autres, la *Ligue des Fonctionnaires de nationalité allemande en Bohême* et la *Ligue des employés de nationalité allemande en Bohême*, toutes deux fondées en 1903 par Titta (1). Telle est encore la *Ligue des Institutrices allemandes*, dont la présidente est Mlle Kasalicky. Celle-ci a joui d'une influence assez grande pour qu'on lui ait offert la vice-présidence du *Conseil populaire de Bohême* à l'Assemblée générale de 1912. Ses idées sont extrêmement avancées, puisqu'elle a fait mettre en discussion, à cette assemblée ardemment pangermaniste, le problème de la coéducation des sexes. On a vu, par le procès Everling, quel rôle le gouvernement prussien entendait réserver à ces personnages, déjà fort nombreux en 1900, puisqu'un pangermaniste fameux a écrit impunément dans un ouvrage anonyme répandu à des dizaines de milliers d'exemplaires « qu'à cette date des centaines de fonctionnaires pensaient résolument *deutsch-national* (2) ». L'influence corruptrice et dissolvante de ceux-ci augmente d'autant plus que leur ac-

(1) *Bohemia*, 26 juin 1903.

(2) *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 101, Militär Verlag, Berlin, 1900.

tion n'est plus dispersée et qu'ils agissent avec méthode sous la direction d'un chef unique.

Titta sait merveilleusement utiliser les forces qui s'offrent à lui. Non seulement ses créatures encombrant les administrations et les ministères, mais il organise en même temps des mouvements populaires et ouvriers. Des hommes de confiance de l'Union pangermaniste avaient créé en 1899, à Eger, une « *Ligue populaire de la classe ouvrière allemande* ». Le programme adopté à l'assemblée constituante avait prôné le vieux programme de Linz, la propagande en faveur du mouvement « *Los von Rom* » et l'abrogation des lois Badeni, l'est-à-dire la guerre aux ouvriers slaves. Titta deviendra bientôt le président de cette nouvelle Ligue et la dirigera de telle façon qu'en 1910 il disposera de 40.000 adhérents dont il saura jouer le cas échéant.

Toutes ces ligues, si variées, qui opèrent dans des directions si diverses qu'elles semblent parfois contradictoires, groupent, en Autriche allemande, comme on l'a vu, l'unanimité des partis de gauche et des anticléricaux, certains éléments d'extrême-gauche en même temps que quelques conservateurs.

égarés, d'importants éléments israélites en même temps que des antisémites. Le nombre de ces derniers tend d'ailleurs à diminuer. L'Union Pangermaniste a souvent essayé d'assembler, sous une direction unique, les ligues qu'elle inspire toujours, mais qui ne se montrent pas toujours suffisamment dociles.

C'est dans ce but que le Schulverein de Vienne prenait l'initiative de convoquer une sorte de congrès des ligues nationales du 3 au 6 janvier 1908, avec la pensée de fédérer celles-ci entre elles. Un comité de huit membres permanents est nommé par les délégués pour préparer une sorte de directoire commun, mais les divergences éclatent et, malgré les efforts de Titta, l'un des membres du comité, aucun résultat sérieux n'est atteint (1). Mais ce dernier reprendra l'affaire quelques années plus tard. Il pourra même annoncer le 4 avril 1913, au comité administratif du *Conseil Populaire de Bohême*, que l'affaire est de nouveau à l'étude et qu'il s'en occupe activement (2). Le résultat a-t-il été obtenu ? Nul ne le sait, car rien n'a été publié

(1) *Deutsche Arbeit*, 1908.

(2) *Bohemia*, 6 avril 1913.

là-dessus avant la guerre. Mais tout permet de supposer que Titta est parvenu à son but si l'on en juge par l'influence et la popularité qu'il avait à ce moment-là, ainsi que le montre l'exemple suivant.

IV. — ACTION POLITIQUE.

Les interventions politiques des pangermanistes avaient, à la fin du dix-neuvième siècle, comme on l'a vu, éveillé la torpeur du gouvernement autrichien. François-Joseph était devenu méfiant. L'Allemand conservateur et loyaliste Thun avait fait preuve d'une énergie et d'une clairvoyance qui auraient pu devenir redoutables. C'est pourquoi les Pangermanistes, comme on l'a vu, ont changé de tactique. Ils continueront à se développer et à s'organiser avec la même minutie, mais avec plus de prudence. Ils n'interviendront qu'en cas de nécessité absolue, c'est-à-dire si le gouvernement de Vienne tente de revenir sur le passé. L'occasion ne se présentera qu'une seule fois d'agir publiquement, de 1900 à 1914, mais dans des conditions qu'il est nécessaire de faire connaître.

Les fonctionnaires successeurs du comte Thun n'avaient pas rapporté toutes les réformes que le grand ministre avait faites

pour améliorer les relations entre Slaves et Allemands, et cependant ils revenaient peu à peu sur les conventions acceptées, notamment sur celles concernant l'emploi des langues devant les tribunaux. Les députés tchèques soulèvent la question en 1906 devant la Diète de Bohême. Celle-ci devient aussitôt le théâtre d'une lutte violente et grossière qui n'est pas en rapport avec la minime importance du litige. Les députés pangermanistes se croient revenus aux beaux jours passés et, pendant des années, l'expédition des affaires courante en souffre. Pourtant, les Tchèques évitent le piège que leur tendent leurs adversaires et, se rangeant à l'avis de Kramarcz, se refusent à entrer dans la voie des représailles que proposent les Sokols. Finalement, les députés allemands loyalistes, exaspérés par ces scènes bestiales, reprennent un peu de courage et proposent à leurs collègues tchèques de régler amiablement le conflit au moyen d'une délégation élue par les deux parties. La proposition, approuvée par le gouvernement, est adoptée; la délégation se met à l'œuvre, propose des transactions et est sur le point de réussir.

Mais, tout à coup, un coup de tonnerre éclate. En juin 1911, le dictateur Titta, qui

n'est pourtant pas député, fait savoir de son fief de Trebnitz qu'il oppose un *veto* formel et qu'il n'admet aucun compromis. Il exige que les froissements tchéco-allemands restent à vif et, sur une observation des députés loyalistes, que son approbation n'est pas indispensable, *il menace, si l'on passe outre, de faire éclater le lendemain des émeutes et des grèves dans toute la Bohême* (1). Cette attitude agressive est, d'ailleurs, tout à fait logique : « Pas de compromis », a expliqué un de ses fidèles lieutenants, « alors même « que les Tchèques seraient disposés à faire « tout ce que nous voulons. *Il ne faut pas « gâter la situation afin de pouvoir en profiter le jour que vous attendez avec autant « d'impatience que nous* (2). » Il est nécessaire, en d'autres termes, que le feu couve toujours sous la cendre pour qu'on puisse faire éclater un incendie au moment désirable.

Le gouvernement autrichien aurait préféré l'aboutissement des pourparlers. Mais, devant la force, il s'empresse de céder, et le 18 août suivant, le ministre de la Justice envoie une

(1) *Bohemia*, juillet 1911.

(2) *Naroli Dnisty*, 19 juin 1911.

circulaire confidentielle aux magistrats de Bohême leur enjoignant de refuser dorénavant toute requête rédigée en langue tchèque. Dix-huit mois plus tard, une lettre patente consacre une deuxième fois le triomphe de Titta en prononçant la dissolution de la Diète et nomme un comité de fonctionnaires chargé de l'expédition des affaires courantes.

C'étaient de bien grosses décisions pour un litige bien insignifiant. Le triomphe est d'autant plus complet et les partisans de Titta ne tardent pas à en faire rejaillir la juste gloire sur leur chef. Peu après, en mai 1913, le *Conseil populaire de Bohême* fête, au cours de son congrès annuel, le 10^e anniversaire de sa fondation et les 50 ans de Titta. C'est une manifestation qui a plus de retentissement qu'une simple assemblée annuelle de ligues. Toutes les ligues d'Autriche envoient des représentants à cette solennité. On y voit également le docteur Jager, représentant officiel de l'Union Pangermaniste. Dans l'ivresse du triomphe, le bourgmestre Bayer demande que l'on constitue des dépôts d'armes pour les sociétés amies (1). On couvre

(1) Se rappeler qu'au cours de la guerre, dans certaines villes, Prague, notamment, ont eu lieu de

de louanges Titta : « Le gouverneur de Trebnitz donnera des ordres au sous-gouvernement de Vienne », dit un orateur. « Les fonctionnaires allemands de Bohême », dit un autre, « sont au service, non pas de l'Etat viennois, mais du Volksrat. » Enfin, Titta est salué par toute l'Assemblée debout et qualifié des titres de : « Statthalter prussien », de « Vice-roi prussien de Bohême ». On reconnaît son autorité. Il est le maître qui pourra dorénavant, d'un coup de baguette magique, menacer les gouvernants, inquiéter la dynastie et disloquer le pays (2).

véritables batailles rangées. Cela permettait aux troupes allemandes d'intervenir et d'occuper tout l'intérieur du pays, sous le prétexte de maintenir l'ordre.

(2) *Bohemia*, juin 1914.

CHAPITRE VI

La Révolution dans l'Europe Centrale

1. *La Révolution autrichienne.* — *L'assassinat de François-Ferdinand par les Allemands.* — *L'assassinat du comte Sturgh par les Marxistes.* — *L'empereur Charles veut reprendre son indépendance.* — *L'action antiautrichienne des Socialistes.*
2. *La Révolution allemande.* — *Guillaume II et l'apprenti sorcier de Goethe.* — *Le Mittel-Europa socialiste.* — *La renaissance du nationalisme allemand.* — *Ludendorf.* — *Le nouveau Tugenbund.*

I. — LA RÉVOLUTION AUTRICHIENNE.

Tous les documents qui ont été utilisés au cours de ce travail ont été rassemblés à Berlin et à Prague, dans les mois qui ont précédé les journées décisives de juillet 1914. Ils proviennent à peu près uniquement de journaux et d'ouvrages publiés par les grandes associations pangermanistes ou édités sous leur contrôle. Si nous nous sommes at-

tardés avec une telle insistance à exposer dans ses détails l'action pangermaniste dans la seule Autriche allemande, c'est parce qu'elle permet d'apprécier le rendement d'une organisation qui a existé également en Allemagne, principalement dans les Etats catholiques du Sud, mais sous une forme plus prudente et difficile à démêler. C'est également parce qu'elle explique cette conjonction, tantôt fortuite, tantôt concertée, mais toujours surprenante des fortes pangermanistes et des forces révolutionnaires.

Le peu que l'on sait de la Révolution d'Autriche s'accorde avec ce qui a été dit précédemment. A trois reprises, en effet, depuis la tourmente européenne, la conjuration pangermaniste ou révolutionnaire a servi les intérêts de la Prusse.

L'archiduc François-Ferdinand a été « supprimé » un mois avant la déclaration de guerre et sa mort a été accueillie avec sympathie dans tous les milieux prussophiles d'Autriche. En France, conformément aux grands principes, on a considéré que la victime, étant « réactionnaire », devait être un *alter ego* de Guillaume II et que le meurtre, blâmable en soi, n'était cependant pas une mauvaise chose. Il apparaît, hélas, de

plus en plus nettement, de nombreuses révélations posthumes en font foi, que l'héritier des Habsbourgs montrait, au contraire, une certaine indépendance vis-à-vis de son allié de Berlin et que, tout en acceptant l'alliance austro-allemande avec ses risques, il entendait être maître chez lui. Il n'aimait pas les Magyars, ces Prussiens des Balkans, et se rendait compte des nombreux inconvénients que présentait le système du dualisme.

Il aurait été sans doute un souverain fidèle à la parole donnée, mais, en tous cas, beaucoup moins malléable et beaucoup moins influençable que le vieux François-Joseph. Son influence, déjà sensible sur la marche des affaires publiques, laissait prévoir qu'il ne se résignerait pas toujours à jouer le rôle d'un second plus ou moins brillant. Aussi, sa mort est-elle arrivée à point et les soupçons très graves que l'on avait jusqu'à présent viennent d'être confirmés d'une manière saisissante par les déclarations de M. Georges Creel, ancien président de la *Commission gouvernementale d'Information publique aux Etats-Unis*.

D'une correspondance du comte Czernin, tombée entre ses mains, il résulte que François-Ferdinand a été la victime d'un com-

plot germano-magyar (1). Guillaume II détestait en effet cordialement l'archiduc héritier, malgré de tumultueuses protestations d'amitié, parce qu'il craignait son indépendance ombrageuse et sa popularité dans l'armée austro-hongroise. Il s'accommodait, au contraire, fort bien du somnolent François-Joseph, maté définitivement depuis 1900 et dont la succession pouvait devenir intéressante pour la Prusse si elle tombait entre les mains d'un jeune prince inexpérimenté.

Trois ans plus tard, le jeune empereur Charles I^{er} constatait avec terreur à quel point l'emprise allemande était profonde en Autriche. Il n'était plus le maître ni de son armée, ni de ses administrations qu'avaient envahis les agents allemands (2). La guerre

(1) *Daily Telegraph*, 29 mars 1919. On se rappelle que le prince Eitel Frederik avait été désigné à cette époque par Guillaume II comme roi éventuel de Hongrie.

(2) Les israélites, adversaires des peuples slaves de la monarchie ont eu presque toujours une attitude hostile aux Habsbourg et favorable à la Prusse. Tous les écrivains qui ont étudié la question d'Autriche, Cheradame, Marc Henri, Henri de Gorloff, Wikam Steed, constatent unanimement le fait, mais ils en donnent des explications différentes.

dans laquelle il était engagé lui paraissait désastreuse et sans issue. Il se rendait compte qu'en cas de victoire l'Allemagne absorberait son pays, mais qu'en cas de défaite, elle essaierait de se payer sur l'Autriche en dissolution des pertes qu'elle pouvait subir ailleurs. Le jeune souverain avait même le courage méritoire, à cette époque d'anarchie organisée, de mettre à la porte ce fameux prince Egon de Furstenberg qui venait tenter, sur l'ordre de son auguste maître de Prusse (1), la manœuvre qui avait si bien réussi dix-huit ans auparavant avec le vieil empereur.

Puis il essayait encore une fois, avec le concours de son premier ministre, le comte Sturgh, d'entrer en relations avec l'Entente et de conclure avec elle une paix séparée. Coïncidence étrange! c'est à cette heure critique entre toutes pour l'Allemagne qu'un nouvel assassinat était commis. Le jeune Fritz Adler, fils du fidèle compagnon de Karl Marx, assassinait le courageux ministre. La presse française approuvait avec légèreté le meurtre de ce « réactionnaire » et gardait sa sympathie au héros de cette aven-

(1) *Temps* du 2 avril 1919.

ture. Mais, après l'armistice, le jeune disciple du pontife socialiste était élu provisoirement à la présidence de la République viennoise par les soviets bolcheviks d'Autriche en récompense de ses éminents services. Il avait, en effet, par cet avertissement, rendu très difficile une paix séparée entre l'Autriche-Hongrie et l'Entente et, par conséquent, sauvé l'Allemagne.

En octobre 1918, l'Allemagne traversait de nouveau une période critique. La victoire de l'Entente ne faisait plus de doute pour personne et les alliés de Guillaume II s'apprêtaient à l'abandonner à son malheureux sort pour tenter de sauver leurs mises. L'empereur Charles, le roi de Bavière et le roi de Bulgarie lui-même se réunissaient pour délibérer sur l'éventualité d'une démarche auprès de l'Entente. Le premier, ne craignant plus les foudres de Berlin, tentait, en prévision de cette rupture avec l'Allemagne, de se rapprocher de ses peuples en revenant à la vieille politique du comte Thun et annonçait officiellement, le 16 octobre, qu'une nouvelle constitution établissant un régime fédératif allait être accordée. Cette volte-face était depuis longtemps à l'étude. L'im-

pératrice Zita (1) en était depuis longtemps le champion. On attendait seulement, pour revenir à la politique de la grande Marie-Thérèse et au renversement des alliances que l'Allemagne ait perdu son venin et que les violents soubresauts du monstre aux abois ne puissent avoir trop d'inconvénients pour un pays épuisé par l'étreinte prussienne.

Nouvelle coïncidence étrange! C'est à ce moment même que la Révolution éclatait en Autriche, puis en Bavière. Elle ne se propageait dans le reste de l'Allemagne que quelques semaines après. Il n'est pas sans intérêt de rappeler dans quelles conditions le mouvement a commencé.

Dans le cours de septembre et d'octobre, des troubles continuels se produisent dans la Monarchie, surtout à Prague et à Vienne,

(1) Le correspondant très pangermaniste de la *Gazette de Francfort* à Vienne a envoyé des nouvelles très tendancieuses à son journal. Il a écrit notamment que la personne la plus haïe de la capitale autrichienne était l'impératrice Zita. Cette appréciation est d'autant plus fausse que le couple impérial a pu séjourner jusqu'au 24 mars 1919, en Autriche sans être inquiété. Il avoue ainsi le motif réel de la haine.

entre Slaves et Allemands nationaux (1).

L'état de siège est général et l'ordre difficilement maintenu. Le 21 octobre, les députés allemands du Reichsrat, dont les pouvoirs ont expiré depuis un an, se réunissent au nombre de 200 environ dans la salle de la Diète à Vienne pour former une « Assemblée nationale provisoire de l'Etat allemand d'Autriche ». Trois présidents appartenant au parti allemand national, radical, social-démocrate, sont élus par leurs collègues. Le parti chrétien-social, l'un des plus importants et le plus loyaliste de tous, est, en conséquence, écarté. Il ne sera représenté que plus tard dans le bureau de l'Assemblée. Presque en même temps, les Conseils Populaires Allemands de Titta, notamment ceux de Basse et Moyenne Styrie, puis de Bohême, émettent le vœu que l'Autriche-Allemande soit réunie à l'Allemagne. Le 26, un grand *Congrès populaire des Allemands d'Autri-*

(1) Les Pangermanistes se sont toujours intitulés « Allemands nationaux » en Autriche. Toutes les ligues dites « Ligues nationales » sont, comme on l'a vu au cours de cet ouvrage, des ligues anti-autrichiennes. Elles ont joué un rôle important à l'origine de la révolution.

che (1), constitué au début de la guerre, vraisemblablement sous les auspices du « *Stathalter* prussien », se réunit à Graz, centre traditionnel de toutes les organisations pan-germanistes. On y repousse, comme trop modérée, une proposition tendant à créer un royaume autrichien allemand avec un archiduc quelconque, royaume qui serait incorporé à l'Empire Allemand.

Toutes ces manifestations, qui concordent bien entre elles, ont lieu, comme on le voit, au moins deux semaines avant l'abdication de Charles I^{er}. Les orateurs, dont la presse cite les noms, appartiennent la plupart du temps aux ligues que nous connaissons bien, à moins qu'ils ne soient révolutionnaires. Quant à l'Assemblée sans mandat réunie dans la salle de la Diète de Vienne, elle nomme le 31 octobre, à trois heures du matin, à la suite d'une séance interminable et extraordinairement tumultueuse, un Conseil d'Etat de treize membres formant le gouvernement des provinces allemandes d'Autriche. C'est ce conseil, élu dans des conditions bizarres, qui cherche, dès le 1^{er} no-

(1) Ce groupement ressemble à celui que l'Autriche préparait un peu avant la guerre.

vembre, à se constituer un personnel diplomatique pour entrer en rapports avec M. Wilson et qui fait adopter, le 14 novembre, par l'Assemblée, un vœu favorable à l'incorporation de ces provinces à l'Allemagne.

Ajoutons que le parti socialiste se montre plein de zèle. Le 21 octobre, ce sont deux de ses membres, MM. Edler et Kniersch, qui montrent le plus d'ardeur à réclamer le programme pangermaniste. Et l'*Arbeiter Zeitung*, qui a combattu violemment le manifeste fédératif lancé par l'empereur Charles le 16 octobre, fait campagne pour « le programme national primitif, celui pour lequel ont combattu Marx et Engel en 1848, Lassal et Schweitzer, Liebknecht et Bebel, le programme de la nouvelle Europe où le peuple allemand, comme tous les autres, réunit tous ses membres dans un Etat confédéré de l'Empire Allemand ».

Depuis lors, cette attitude n'a fait que se préciser. Tandis que les autres partis politiques, déconcertés par la dictature révolutionnaire, se montrent, les uns hésitants, les autres nettement hostiles, le parti socialiste se proclame résolument pangermaniste. Le 16 février 1919, lors de la première séance

de l'Assemblée Nationale, nouvellement et étrangement élue, le député socialiste David, doyen d'âge, fait, du haut du fauteuil présidentiel, une manifestation en faveur du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Tous les ministres au pouvoir partagent la même opinion. Les plus exaltés sont : Deutsch, le ministre de la Guerre; Schumpeter, ministre des Finances, ancien professeur à l'Université pangermaniste de Graz; le docteur Otto Bauer, ministre des Affaires étrangères, possesseur d'une grosse fortune et très fidèle ami de Lénine, auquel il a donné autrefois une longue hospitalité. Le nouvel occupant du Ballplatz, très dédaigneux, comme son illustre maître, de l'opinion populaire, s'est rendu le 25 février dernier à Weimar pour passer avec le comte de Brockdorf-Rantzau des accords disposant avec la plus parfaite désinvolture des peuples germains d'Autriche et les englobant dans la plus grande Allemagne. Ces décisions ont été portées par les deux compères à la connaissance publique sous forme de notes à la presse, véritables ukases « tzaristes ».

Ces procédés dictatoriaux semblent avoir excité un vif mécontentement en Autriche. Tous ceux que ces fantaisies ont irrité se sont groupés instinctivement autour des re-

présentants de l'ancien régime que la petite minorité révolutionnaire régnante n'avait pas osé expulser. Celle-ci monte toute une campagne de presse contre la famille impériale qui est obligée de partir en exil le 24 mars. *L'Arbeiter Zeitung*, comme bien on pense, se distingue tout particulièrement par son ardeur et accuse « la clique d'aristocrates : Vindischgraets, Schoenburg et les « princes de Parme, d'empêcher, d'accord « avec la France, le rattachement de l'Autriche allemande à l'Allemagne ». Et il ajoute : « La presse bourgeoise et financière (?) de Vienne favorise lâchement « cette trahison et jubile. Jusqu'à présent, « ces canailles (*sic*), par crainte de la colère « du Peuple, s'étaient tues. Maintenant, elles « décrivent sous les plus belles couleurs la « neutralisation de l'Autriche allemande. »

Le pangermanisme des socialistes est-il chose nouvelle? Il faut une étrange méconnaissance de l'Histoire pour oser le soutenir. Les Marxistes ont toujours été germanophiles et méritent en tout état de cause les compliments du docteur Naumann (1). Les

(1) Voir page 77.

trois pontifes de l'Internationale Karl Marx et ses fidèles lieutenants Engel et Lassal (1), ont voulu créer, en attendant qu'eux-mêmes ou leurs successeurs aient la dictature du prolétariat mondial, le Mittel-Europa germanique. « Le but vers lequel tendait Lassal « était l'Empire allemand et nous avions là « un point de contact », disait un jour Bismarck au Reichstag (2). Et le chancelier de fer ajoutait, non sans humour : « Il hésitait seulement à prononcer si l'Empire « allemand serait fait avec la dynastie Hohenzollern ou avec la dynastie Lassal. » Engel, qui était forcément gallophobe (3), écrivait à Marx : « Il serait absurde de faire « de l'antibismarckisme notre principe di-

(1) Lassal a francisé son nom afin de mieux pénétrer en France. Il est connu sous le nom inexact de Lassalle.

(2) Discours prononcé au Reichstag le 16 septembre 1876.

(3) Par exemple, sa lettre du 7 septembre 1870 est remplie d'invectives méprisantes sur les Français révolutionnaires, « ces gens qui sont entièrement dominés par la phrase », qui sont pleins « de la vieille infatuation française » et qui ne comprennent « que les cochonneries françaises de 1793 ». Le 10 septembre, Marx lui répond et se moque agréablement des « imbéciles de Paris ».

« recteur. *Bismarck, en ce moment comme en 1866, travaille pour nous.* » Quelques jours plus tard, Karl Marx précisait singulièrement le fond de la pensée d'Engel en écrivant avec satisfaction au Comité de l'Internationale : « Cette guerre a transféré de France en Allemagne le centre de gravité du mouvement ouvrier continental (1). » Telle est, en effet, l'une des pensées principales du collectivisme intégral. Et l'Internationaliste Longuet, petit-fils de Karl Marx et héritier de sa dynastie, est le fidèle interprète de la tradition quand il défend l'Allemagne et prend en mains dans le *Populaire* les intérêts des Allemands nationaux de Bohême brimés, selon lui, par les Tchèques.

L'attitude socialiste se comprend d'elle-même. Si les Hohenzollern ont voulu, pour étendre les limites de leur empire, englober l'Autriche, les dictateurs en herbe du prolétariat mondial ont, avant tout, désiré que les diverses sections de l'Internationale ouvrière fussent peu nombreuses, c'est-à-dire englobent de gros bataillons et que la section allemande ayant son centre à Berlin soit la plus

(1) Lettre de Marx au comité du Parti de la Démocratie socialiste (5 septembre 1870).

puissante de toutes. Ils ont donc été aussi antiséparatistes et aussi antiautrichiens que Guillaume II et c'est parce que l'article premier de leurs programmes respectifs était le même qu'ils ont si souvent conclu des alliances momentanées.

A l'heure actuelle, le dogme wilsonien de la Société des Nations est favorable à l'incorporation de l'Autriche à l'Allemagne. Certes, personne n'a encore exigé que les ukases Bauer-Rantzau soient mis à exécution. Ces deux personnages font même partie de deux équipes diplomatiques théoriquement différentes. Mais si les troupes alliées ne font pas sentir une pression suffisante, peut-on être certain que les deux compères ne se mettront pas d'accord, après la signature du traité, pour escamoter comme il convient ces nouveaux chiffons de papier? Souhaitons que la France, qui se trouvera pratiquement seule devant un nouveau « Reich » germanique, n'ait pas à regretter les errements actuels et ne se remémore un jour avec regret cette parole prophétique et si profondément juste que prononçait au temps de Sadowa l'illustre leader tchèque Palacky, grand ami de Rieger et comme lui antiprussien, donc bon Euro-

péen : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. »

II. — LA RÉVOLUTION ALLEMANDE.

Tandis que la Révolution d'Autriche-Hongrie dissociait intégralement la Monarchie, elle suivait en Allemagne, où elle ne se déclenchait d'ailleurs qu'un mois plus tard, un cours moins redoutable. Les émeutes violentes dont il semble qu'on ait exagéré l'importance et qui se sont terminées par l'écrasement des éléments anarchistes, ont été assez facilement réprimées. Il semble que le gouvernement Scheidemann rencontre des difficultés beaucoup plus sérieuses de la part des éléments particularistes qui cherchent à se rendre indépendants de lui.

La Révolution pouvait-elle être évitée en Allemagne vaincue par l'Entente et en proie à de nombreuses difficultés intérieures ? La réponse est difficile à donner. On peut affirmer cependant que l'empereur Guillaume a certainement contribué à développer la Révolution en jouant constamment avec le feu. Depuis le début de son règne, il a cru qu'il pourrait s'allier alternativement avec les

Pangermanistes et avec les révolutionnaires et préparer de préférence dans la paix, mais éventuellement dans la guerre, par la germanisation ou la corruption des peuples voisins, une Allemagne monstrueuse, puissance unique en Europe. Il peut méditer maintenant à loisir la ballade de l'*Apprenti Sorcier* de Goethe. En 1913, les pangermanistes, ivres d'orgueil et de puissance et qui voulaient la guerre ont mis leur souverain dans l'alternative de se soumettre ou de se démettre. Guillaume II, que le roi Edouard VII a si justement baptisé le « valeureux poltron », s'est mis à la tête de ceux qu'il avait tant utilisés mais qu'il n'osait plus combattre (1). La même mésaventure lui est arrivée avec les Marxistes. Il s'est allié à eux pour fomen-

(1) Au début de 1914, au moment où les Pangermanistes, estimant insuffisantes les formidables lois militaires de 1913, exigeaient un nouvel effort formidable, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* publiait un article extrêmement curieux où elle se plaignait de l'ingérence chaque jour plus redoutable dans les affaires de l'Etat de certains partis dont l'attitude rappelait celle des Jeunes-Turcs aux approches de la révolution de 1908 à Constantinople. Cet article a paru dans les colonnes du journal qui ne sont pas réservées aux communications du gouvernement, mais qui reflètent néanmoins son état d'esprit.

ter la Révolution d'abord en Russie, puis dans les autres pays de l'Entente et même chez l'allié qui ne voulait plus être sa dupe.

Ce nouveau jeu, aussi dangereux que le premier, devait le mener au suicide, car les révolutionnaires actuels, disciples rigoureux, de Karl Marx, et qu'on baptise, on ne sait vraiment pourquoi, du nom de « bolchevik », se sont servis de lui alors qu'il croyait se servir d'eux (1). Souhaitons que l'Histoire décerne à ce malfaiteur public un impérissable brevet d'infamie. Mais cette exécution nécessaire, quand bien même elle serait confirmée par les arrêts d'une Haute-Cour de Justice, aura-t-elle pour effet d'amnistier l'Allemagne éternelle et faudra-t-il déclarer que, par un phénomène de magie, les chacals se sont transformés en brebis? Chez les Pangermanistes, on ne saurait trop le répéter, il y a bien d'autres adhérents que les

(1) Le bolchevisme n'est pas une déviation du socialisme. C'est le marxisme intégral. Les majoritaires français auquel la guerre a appris quelque chose, mais qui n'osent pas avouer leurs anciens errements et protestent bien timidement contre les ignominies de M. Jean Longuet et de ses disciples, ne sont plus des orthodoxes puisqu'ils admettent l'idée de Patrie.

Junckers de la Prusse Orientale. Beaucoup étaient déjà de bons démocrates avant la guerre. Certains sont devenus depuis, tout au moins provisoirement, d'excellents républicains.

C'est ainsi que le célèbre Naumann, le metteur au point du Mittel-Europa, a demandé publiquement, dès le début d'octobre, l'abdication de l'empereur et du kronprinz et envisagé l'éventualité d'un changement de régime. C'est qu'il était devenu évident, dès ce moment-là, qu'on ne pouvait sauver l'Allemagne qu'en canalisant sur la tête de l'ex-monarque les haines légitimes des peuples de l'Entente... Il s'agissait de faire croire aux esprits simples de France, et d'ailleurs, que, par la vertu des sacrements démocratiques, le peuple allemand, esclave et martyr, allait se purifier et s'amender. *Mais c'était avant tout le seul et unique moyen de lutter efficacement contre le réveil général des tendances particularistes et séparatistes depuis longtemps assoupies et qui s'affermiraient de plus en plus dans l'anarchie générale.* La chute du Hohenzollern allait entraîner avec elle celle de tous les princes allemands sans distinction, même de ceux qui avaient préféré ne pas se distinguer dans

la guerre. Dès lors, le particularisme qui, en Allemagne comme partout et plus encore peut-être, ne peut être stable qu'à la condition d'être maintenu par une tradition dynastique, devenait moins à craindre, tandis que le régime démocratique, toujours centralisateur, permettait de maintenir intacte l'unité allemande pendant la crise.

Et cependant, malgré les efforts du Directoire de Berlin, il est visible que le particularisme renaissant se serait encore développé si la Conférence de la Paix avait fait en sorte que les membres allemands de la Société allemande en participation soient mis en présence d'une faillite définitive de la gestion prussienne. La Bavière, pour amadouner l'Entente, s'est détachée de Berlin et a publié des documents qui mettaient en cause la Prusse. Les villes libres hanséatiques se sont fédérées entre elles. Le Grand-Duché d'Oldenbourg a proclamé son indépendance. « Dans les provinces rhénanes », avoue le *Vorwaerts*, « n'a éclaté qu'un cri : « Los von Berlin ». » Il faut que le mouvement séparatiste ait des racines plus profondes qu'on ne le croit pour se maintenir pendant cette période révolutionnaire. C'est avec inquiétude que les dirigeants de Berlin ont as-

sisté à ces velléités de séparatisme et c'est pour s'y opposer qu'ils ont voulu faire immédiatement des élections générales avec l'arrière-pensée d'englober l'Autriche.

Le 3 novembre, le *Vorwärts* écrivait en effet : « Plus démocratique sera l'Empire (Reich) et plus solide sera son unité, plus puissante sera sa force d'attraction. La grande Allemagne qui apparut en 1848 et dont les contours se dessinent de nouveau avait été conçue sous une forme démocratique. » Le 6 novembre, la *Gazette de Francfort*, l'organe classique des libéraux et dont les tendances deviennent maintenant extrêmement dangereuses, approuvait en ces termes une adresse de l'un des *Conseils Populaires* de Titta au directeur berlinois demandant l'incorporation de la République autrichienne à la République allemande : « Nous rendons leur salut à nos frères du Danube, et si l'Allemagne du peuple allemand réussit à créer cette Grande Allemagne à laquelle nos pères et nos grands-pères ont aspiré, nous voulons y puiser la confiance que le peuple allemand, malgré la dureté de son destin, n'est pas au bout de son histoire et qu'il est au contraire dans un nouveau chemin qui le conduira vers de nouveaux sommets. »

C'est pour se conformer à ce désir secret que le *Conseil des Délégués des Etats Populaires Allemands*, fondé en Allemagne pendant les trois premières semaines de novembre dans des conditions que l'on ignore encore, ont été réunis au Reichstag par le Directoire Ebert-Hasse. Et l'on a vu Solf, secrétaire des affaires étrangères du gouvernement socialiste, ex-ministre des colonies sous l'ancien régime, l'un des représentants les plus parfaits du pangermanisme intégral, faire adopter par ce Comité deux importantes notions, l'une déclarant la guerre aux particularismes, l'autre convoquant à Francfort, puis à Weimar, une Assemblée nationale à laquelle sont invités les Autrichiens.

Ces faits, pourtant précis, seront-ils suffisants pour convaincre les républicains avancés de France? Certes, l'Empire allemand était une menaçante machine de guerre, reconnaissent péniblement ces naïfs rêveurs, mais la plus grande République allemande sera pacifique.

L'expérience de deux siècles n'a-t-elle pas encore suffisamment prouvé que les cerveaux français et prussiens étaient constitués différemment et que certains termes de morale et de droit changeaient de sens suivant qu'ils

étaient exprimés dans l'une ou l'autre langue? Et si le peuple allemand gère lui-même ses affaires, pourquoi faut-il admettre *a priori* qu'il sera dénué des passions et des haines du peuple allemand en armes dont nos malheureux pays envahis conserveront éternellement l'atroce souvenir?

L'expérience montre déjà que si Berlin et quelques grandes villes ne sont pas à l'abri de crises graves, le reste de l'Allemagne semble avoir déjà répudié en grande partie les excès révolutionnaires. L'attitude hésitante de l'Entente permet outre-Rhin tous les espoirs. L'orgueil allemand, très abattu au moment de l'armistice, se relève lentement, surtout en Prusse. Les ministres actuels continuent à utiliser le concours des agents du régime déchu. L'Université conserve toute son influence et l'on sait qu'elle est presque unanimement pangermaniste. Le maréchal von Hindenburg, qui n'a pas perdu son prestige, a osé lancer à l'armée allemande, après l'écrasante défaite militaire, une proclamation fière, presque méprisante pour les armées alliées. Tour à tour, Solf, Erzberger et surtout Rantzau tiennent tête aux Alliés avec une fierté qui ne rappelle en rien l'attitude humble de Jules Favre. Dès maintenant se

crée la légende. Les faits sont déformés. L'armée allemande a eu la gloire de tenir tête, souvent victorieusement, à toutes les armées du monde réunies. Elle rentre en Allemagne « invaincue ». De là naîtra la conclusion, si la France est sacrifiée dans les pourparlers de paix, qu'une nouvelle guerre mieux engagée diplomatiquement sera facilement victorieuse.

Est-il bien certain qu'un nouveau César n'essayera pas de réaliser les aspirations nationales? Plus simplement cette République allemande, placée sous l'inspiration d'un aréopage de professeurs, ne confiera-t-elle pas ses destinées à un général populaire (1)? Cette tentative de reconstruction centralisa-

(1) M. Krassin, important industriel russe et acquis secrètement depuis de longues années à la politique bolcheviste, est devenu ministre du commerce dans le gouvernement Lénine. Au retour d'un voyage en Allemagne, à la suite du traité de Brest, il a dit fréquemment qu'il avait constaté avec surprise que le chef absolu de l'Allemagne était le général Ludendorff et que l'empereur avait perdu toute autorité. (Renseignement particulier.)

On sait que cet étrange officier général a été en pourparlers avec les représentants du ministre de la Guerre, Trotsky, qui lui a offert le commandement de l'armée rouge peu après la révolution allemande.

trice hostile aux particularismes et aux dynasties locales pourra trouver de puissants alliés dans les organisations si souples et si puissantes du Pangermanisme (1). Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à une époque beaucoup plus tragique encore les Allemands ont pu se ressaisir.

En ce temps-là, le vainqueur d'Iéna et d'Auerstædt, maître du pays, imposait de dures conditions de paix dont l'exécution était surveillée par une police universellement réputée. Et c'est à l'insu du grand Empereur pourtant que s'est formé le Tugend-Bund. La race allemande, en effet, pos-

(1) L'Union Pangermaniste, au début de la guerre, est en liaison avec quatre-vingt-deux ligues amies dites « membres corporatifs », qui se trouvent dans toutes les parties du monde, avec des champs d'action extrêmement variés. Les principales ligues d'Allemagne sont : La Ligue Navale (1.000.000 de membres); la Ligue Militaire (100.000 membres); la Ligue de la Jeune Allemagne (1 million de membres); la Hansa Bund (150.000 membres); Ligue des Marches de l'Est; Ligue pour le germanisme à l'étranger; Ligue de la Patrie allemande; Ligue anti-ultramontaine, etc. Actuellement ces ligues agissent sous une forme atténuée et leurs états-majors, camouflés, forment les cadres des ligues démocratiques et nationales d'Allemagne.

sède d'éminentes qualités pour ce genre d'associations : la ténacité, la dissimulation, et même, quand il le faut, une savante humilité. Fichte, l'orateur de la Ligue en a parfaitement défini la tactique : « Quand la nation allemande est soumise à une force étrangère, il faut prendre soin que la nouvelle ère par laquelle elle doit s'affranchir demeure, dans sa naissance, inaperçue de cette force et qu'elle n'éveille pas les soupçons. *Mieux encore, il faut que cette force se sente portée à ne pas mettre d'obstacle à l'éclosion de cette ère nouvelle* (1). » De quels moyens d'action vont disposer les pangermanistes, eux qui possèdent encore une armature solide à côté de celle du modeste Tugendbund (2) ? Ils réussissent toujours, grâce à Rantzau, à gérer, sous un gouvernement dit

(1) Fichte. Premier discours à la nation allemande, 1808.

(2) L'éducation physique est poussée à outrance depuis la démobilisation et n'est qu'une préparation militaire déguisée. Les officiers démobilisés restent groupés dans une « Ligue des Officiers allemands », qui comprend 130.000 membres et qui ressemble étrangement à la fameuse krumpä de 1815.

On sait que de nombreuses usines de guerre continuent à travailler, sous le prétexte de donner du travail aux ouvriers.

révolutionnaire le ministère des affaires étrangères. L'une de leurs principales ligues, l'« Ostmarkverein », création bismarckienne contre les Polonais, a disposé, au dire de la presse, de régiments de l'ex-garde royale de Prusse, actuellement garde républicaine, pour maintenir l'ordre en Posnanie. Ce sont des procédés tellement osés que le gouvernement impérial ne les aurait sans doute pas autorisés. Ils ne peuvent avoir cours que sous des régimes impulsifs et désordonnés. Que sera cette puissance en d'autres temps?

Ces observations et ces précautions doivent-elles être prises dans un sens pessimiste en ce temps de Victoire? Rien n'est plus loin de notre pensée. Il faut proclamer bien haut, au contraire, que jamais, au cours de l'Histoire, les circonstances n'ont été aussi favorables à ceux qui voulaient imposer à l'Allemagne en général et tout particulièrement à la Prusse des conditions assez dures pour leur laisser dans l'avenir le *minimum de malveillance*, c'est-à-dire le *minimum d'organisation*. La puissance sinistre est militairement abattue pour d'assez longues années.

Les tendances séparatistes que beaucoup croyaient évanouies à jamais, se sont manifestées avec vigueur. A la Conférence de la

Paix, pour la première fois dans l'Histoire, pas une voix européenne tout au moins (1) ne s'est élevée en faveur des condamnés.

C'est précisément parce que les circonstances sont exceptionnellement favorables qu'il serait cruel et criminel de se contenter d'une victoire à la Pyrrhus. Et pourtant c'est ce qui arrivera inévitablement, dans un avenir plus proche qu'on ne croit, si les Alliés laissent aux révolutionnaires allemands, suivant la sotte et niaise formule de la Société des Nations, le « droit de disposer d'eux-mêmes » et d'élire un gouvernement unitaire qui représentera tôt ou tard le *Mittel-Europa* pangermaniste légèrement tronqué sur ses frontières de l'Est et de l'Ouest.

Ce serait une catastrophe, d'une portée incalculable, qui permettrait à une Pangermanie plus puissante que jamais de reconstituer ses forces. On aurait pu faire en sorte qu'à la Conférence de la Paix les diplomates alliés se trouvent en présence non pas d'une délégation allemande unique, parlant au nom d'un peuple de 70 millions d'habitants, mais bien de délégations séparées représen-

(1) Voir notre article « L'Avant-Guerre pangermaniste aux Etats-Unis », dans le *Correspondant* du 25 avril 1918.

tant des Etats distincts qui auraient repris leurs traditions séculaires. Il suffisait d'utiliser sans vergogne les rancunes de princes soit ambitieux, soit humiliés par les Hohenzollern et d'opposer en particulier Vienne à Berlin. « *Les Allemands ont un tel besoin de haine, a écrit quelque part l'illustre historien pangermaniste Treische, que lorsqu'ils ne sont pas unis par une haine commune ils se haïssent entre eux.* » Cet aveu si vrai et qu'on ne saurait trop méditer confirme que la diplomatie française en Allemagne doit favoriser les tendances séparatistes et poursuivre par conséquent une politique anti-prussienne et conservatrice (1).

(1) Les anticléricaux français ont été souvent des prussophiles honteux. Déjà, en juillet 1866, au temps de Sadowa, l'illustre Guérout écrivait dans *L'Opinion Nationale*: « *Nous sommes pour l'amoindrissement de l'Autriche, parce que l'Autriche est une puissance catholique qui doit être supplantée par la Prusse, boulevard du protestantisme en Europe.* Or, la mission de la Prusse est de protestantiser l'Europe, comme la mission de l'Italie est de détruire le pontificat romain. Voilà pourquoi nous sommes tout à la fois pour l'agrandissement de la Prusse et pour l'agrandissement de l'Italie. » Les événements d'Allemagne prouvent que la plupart de nos modernes anticléricaux, confits dans leurs préjugés, n'ont encore rien appris.

C'est la seule méthode qui permettra de lutter contre le pangermanisme en opposant judicieusement les intérêts allemands les uns aux autres et en réduisant l'exécrable Prusse à la portion congrue. Aussi est-ce précisément pour éviter cette catastrophe que le Directoire de Berlin a montré un empressement fébrile à convoquer d'urgence cette assemblée de Weimar qui d'après le *Temps* du 28 mars dernier « est plus nationale et plus unitaire que la précédente ».

Souhaitons que l'Entente évite les pièges allemands.

Si, par malheur, la République pangermaniste se créait, premier stade d'une nouvelle évolution fertile en surprises cruelles, nos rêveurs de gauche crieraient encore : « Vive la République allemande ! » Qu'ils pensent à leurs ancêtres de 1830 et de 1848. En ce temps-là, des groupes de révolutionnaires venant des Allemagnes et exilés par des gouvernements « réactionnaires » se mêlaient à tous ceux qui manifestaient ou conspiraient à Paris contre la monarchie de Juillet. Le 5 juin 1832, ils défilaient sur nos boulevards, lors de l'enterrement du général Lamarque, en déployant pour la première fois le fameux étendard noir, rouge et or des Barbe-

rousse devenu le symbole de la Pangermanie démocratique, vertueuse et pacifique, avant d'être celui des conspirateurs de Guillaume II (1). Ce jour-là et les journées suivantes, qui furent sanglantes, le drapeau des Barberousse se mêlait fraternellement aux drapeaux rouges des manifestants français. On le vit souvent reparaitre depuis, notamment au cours des événements de 1848. Nos révolutionnaires saluaient avec émotion cet étendard et acclamaient avec ferveur la nouvelle Allemagne. Hélas ! Ils construisaient déjà des cathédrales dans les nuages. Pendant 22 ans ils ont ainsi vécu d'illusions. *C'est le canon de Sedan qui les a réveillés !*

(1) Heine. *Allemands et Français*, « Les Journées de juin ».

Ce drapeau a été fréquemment déployé en Allemagne, à la même époque, et le parlement de Francfort a émis le vœu qu'il fut adopté comme drapeau national. En novembre et décembre 1918, il a été arboré au cours de nombreuses manifestations démocratiques à Berlin, Francfort et Munich. (D'après le *Temps*.)

APPENDICE

Guillaume II anticlérique

La presse avancée française, presque toujours mal informée, a prétendu, au début de la grande guerre, que le Kaiser était le protégé du Pape. La vérité est que Guillaume II a professé pour le catholicisme un amour analogue à celui qu'il affichait pour le pacifisme quand il se faisait proposer, en juillet 1914, pour le grand prix Nobel de la paix. Il a copié l'attitude du comte d'Alskensstein, ce modèle d'hypocrisie prussienne, ex-ministre de Frédéric Guillaume IV qui écrivait : « Laissez-nous les écoles et nous vous laisserons volontiers les pompes de votre culte, les splendeurs de votre hiérarchie, vos évêques et vos chapitres. *Nous les honorerons même à l'extérieur et nous les protégerons*, car ils nous servent pour un temps encore de manteaux pour couvrir nos vues et, par leur moyen, *nous tenons les catholiques en repos*. Mais lorsqu'une fois ce qui est essentiel au catholicisme sera effacé du cœur de votre peuple, *votre hiérarchie tombera d'elle-même comme un vieux chiffon*. »

En voici différentes preuves :

1° Le comte Hoensbroeck, le fondateur de la Ligue antiultramontaine, affiliée à l'Union pangermaniste, raconte qu'il eut, en 1896, une longue entrevue avec le Kaiser, pour jeter les bases de la campagne anticléricale. Celui-ci, en prenant

congé de son interlocuteur, lui serra chaleureusement les mains en lui disant: « Croyez-bien, mon cher comte, que je suis anticlérique jusqu'à la moelle des os et que mon Gouvernement l'est autant que moi. » (Von Hoensbroeck: *Das Zentrum*; Breitkopf et Hartel, Leipzig, 1914.)

2° La presse allemande a rapporté les révélations extrêmement curieuses qu'a faites, en mars 1914, le député catholique bavarois Jaeger, à propos de l'attitude de Guillaume II quand il fut informé de la conversion au catholicisme de sa sœur, la Landgrave de Hesse. Sa colère fut telle, en effet, qu'il commit des imprudences. C'est ainsi qu'il envoya, sur l'heure, à la princesse, une dépêche l'informant que si elle persistait dans sa résolution elle serait exclue de la famille des Hohenzollern. Puis il envoya une longue lettre pleine de diatribes extrêmement violentes sur le catholicisme et renfermant cette phrase: « Tu te rallies à une religion dont la destruction est la tâche principale de ma vie. » La Landgrave, très émue, porta cette lettre au cardinal Kopp, alors évêque de Fueda, qui en accepta le dépôt, à la condition d'en faire l'usage qu'il lui conviendrait. Il la détruisit bientôt car, étant très impérialiste, il ne voulait pas indisposer les catholiques allemands contre le Kaiser. (*Berliner Tageblatt* 27 mars 1914).

3° M. Karel Kramarsch, dans le substantiel discours qu'il prononça, le 27 mai 1902, aux Délégations, a dit que toute la Franc-Maçonnerie de l'Europe centrale (Allemagne, Autriche, Roumanie, Bulgarie) était menée par Guillaume II. On pourrait dire plus exactement que ce dernier n'a été qu'un instrument conscient de cette secte.

4° En 1907, le fameux bloc bleu-noir des conservateurs prussiens et des libéraux allemands a été formé par le Kaiser et le Prince de Bulow qui

avait été ministre des Affaires étrangères, à l'époque du mouvement « Los Von Rom ».

Des catholiques allemands avertis nous ont avoué, en juin 1914, que le Kaiser chercherait un jour à provoquer, par l'intermédiaire des Ligues pangermanistes et de certains prélats ambitieux, un mouvement vieux-catholique qui déterminerait un schisme définitif avec Rome. La victoire allemande eut, sans doute, facilité l'opération en exaltant le patriotisme des catholiques allemands. Elle eût été représentée comme devant consacrer l'écrasement définitif de l'esprit latin par l'esprit germanique.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	5
AVANT-PROPOS.	15
CHAPITRE I. — Les origines démocratiques du pangermanisme	29
CHAPITRE II. — La constitution de l'Union pangermaniste	40
CHAPITRE III. — Les complots contre l'Au- triche avant 1900	49
CHAPITRE IV. — La vassalité définitive. .	78
CHAPITRE V. — Les complots contre l'Au- triche après 1900	93
CHAPITRE VI. — La Révolution dans l'Europe Centrale.	123
APPENDICE. — Guillaume II anticlérical . .	155



EXTRAIT DU CATALOGUE

Ouvrages sur la Guerre de 1914-1918

Suberville. Le Théâtre d'Edmond Rostand.....	5
Trotzky. L'avènement du Bolchevisme.....	4
Verraux (Général). La question de Briey.....	1
Hoff (Capitaine). La bataille décisive (9 ^e mille).....	3
Poidloué (Cap. de Vaisseau). La bataille navale du Skagerrack.....	3
Darcy (Paul). La République pangermaniste et l'Autriche..	3
La Vie économique allemande.....	3

Littérature générale

Level (Maurice). Mado (9 ^e mille).....	4
Wells. La Guerre qui tuera la guerre.....	4
Torau-Bayle (X.) Introduction à l'étude de la philosophie.	4
Maurie (Jules). Impressions d'un simple.....	4

Ouvrages sur l'Automobile

Razaud. Manuel de l'automobiliste (30 ^e mille).....	3
— Les pannes d'automobile (10 ^e mille).....	3

Technique Industrielle

Oertlé. Les métaux et leurs conditions d'emploi dans l'industrie moderne (2 ^e mille).....	1
Barré. Cours d'électricité industrielle.....	1
Lotère. Les divers modes d'établissement des salaires.....	1

Ouvrages sur l'Aéronautique

Eiffel. Recherches expérimentales sur la résistance de l'air..	
Legrand. La résistance de l'air envisagée comme base expérimentale de l'aviation.....	1
Soreau (R.) L'hélice aérienne propulsive.....	
Baillif et Sensever. Le combat aérien. (Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences).....	
Do (Commandant). Le ballon libre. Théorie et pratique.....	1
Devillers. La mécanique de l'aviation (2 ^e édition). Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences.....	1
Bardin. Les moteurs d'aviation (2 ^e édition).....	1
See. Les lois expérimentales de l'aviation.....	

Envoi des Catalogues complets sur demande.

12-71

DD Darcy, Paul
119 La république pangermaniste
D32 et l'Autriche

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY
